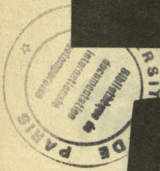


Manif 1^{er} Mai - 10 h - Bastille-Père Lachaise

(rendez-vous à l'angle de la rue de la Roquette)



le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

25 AVRIL AU 1^{ER} MAI 1991

N° 825

10,00 F

EDITORIAL

Le 1^{er} Mai 1891, la troupe tirait sur la foule à Fourmies (Nord). En l'espace d'un siècle, en France, une journée internationale de luttes s'est nue, pour une grande part, en jour réservé aux loisirs.

Certes, en certains pays, comme le Pérou, la Turquie, les Philippines ou l'Afrique du Sud, le 1^{er} Mai connaît toujours des aspects revendicatifs non négligeables, qui souvent se soldent par des émeutes sévèrement réprimées. En Occident, il n'y a plus rien de cela ! Les temps changent, mais l'exploitation prend des formes différentes ; on se croit à l'abri de l'injustice, et l'on s'en va en promenade, on regarde la télévision. Certes, ces deux choses ne sont pas du goût de tous. Des défilés ont encore lieu. Des défilés que l'on dit bien sages, se faisant en ordre dispersé sur des parcours connus d'avance, et ceci comme chaque année.

La guerre du Golfe aurait dû doper les énergies à l'occasion de cette journée. Mais, voilà, la guerre dans une opinion manipulée est déjà conjuguée au passé. S'il n'y avait le problème kurde, qui s'en souviendrait encore ?

Le 1^{er} Mai ne sera pas encore, cette année, l'occasion de rassemblements unitaires, même brefs et factices. Et cela donnera encore l'occasion aux médias d'insister à loisir sur le rassemblement parisien organisé, pour l'occasion, par le Front national, et par là-même d'amoindrir les cortèges syndicaux traditionnels et surtout d'occulter ceux à caractère révolutionnaire. Car ne nous y trompons pas, malgré le désengagement ressenti, le mouvement révolutionnaire n'est pas éteint. Et en son sein, les anarchistes ont encore et toujours des choses à dire. Comme, par exemple, que l'on ne doit pas en cette journée, laisser place nette aux fascistes, qui dès à présent n'ont cesse de récupérer au sens tricolore du terme le mouvement ouvrier.

Les émeutiers de Vaulx-en-Velin, de Sartrouville, de Mantes-la-Jolie, d'Argenteuil, de la Réunion ; les pacifistes et antimilitaristes de la crise du Golfe ; les lycéens de l'automne 1990 ; et tous les exclus du quotidien devraient descendre dans la rue à l'occasion du 1^{er} Mai, et s'y retrouver en toute révolte et fraternité, en prévision de la Sociale.

NUMERO SPECIAL

CONGRES DE
L'INTERNATIONALE DES
FEDERATIONS ANARCHISTES
VALENCE 1990

en pages intérieures

T 2131 37 858 - 10 00 F



Fop. 2520

CONTRE LA MISERE, LE RACISME ET LA GUERRE...

Le 1^{er} Mai, manifestons pour l'égalité sociale et l'entraide

Aux abois, en cette période anniversaire de son accession au pouvoir, le PS, que trouble les divers scandales qui sont les siens, serait trop heureux de pouvoir s'offrir un moment de répis. Un état de grâce bis. Il est vrai qu'entre les affaires et les crises de société qui secouent le pays, le Parti ne sait plus trop où il en est. Emeutes dans les cités, émeutes dans les îles, guerre du Golfe laissant des marques au sein de l'opinion de gauche, crise scolaire... tout n'est pas rose pour les tenants de la rose. Le pouvoir, c'est bien connu. Il use tellement, qu'au regard des quelques élections partielles, il n'est pas sûr de devoir échapper à une nouvelle période de cohabitation. Déjà, au sein du Parti, les plans de ralliements sont échafaudés. Le PS fait là un jeu familier à l'ensemble de la classe politique, mais à la différence des autres, lui, tient les ministères. Un élu socialiste de l'Isère rallie la « Nouvelle gauche » d'Haroun Tazieff, proche de l'ex-RPR Carignon, qu'à cela ne tienne, on trouvera bien un élu centriste pour virer de bord et rejoindre « France unie » de Jean-Pierre Soisson, proche du pouvoir. Rien de bien sérieux, car quelle différence peut-il y avoir entre la « Nouvelle gauche » et « France unie » ?

Pendant ce temps, la marmite sociale bouillonne, et les électeurs s'enferment dans l'abstention non-révolutionnaire. La route est ainsi tracée pour quelques démagogues, prêts à ramasser la dépouille du cadavre politique. Bel exemple de démagogie que celui d'un Le Pen squattant le 1^{er} Mai, et ceci depuis quelques années. Encore un effort, et l'on verra le Maréchal sortir de son tombeau pour nous rappeler que c'est sous son règne que le 1^{er} Mai est devenu une fête. « Travail, Famille, Patrie », vous vous en souvenez ?

Il est plus que jamais urgent pour les révolutionnaires de se rappeler, eux-aussi, aux bons souvenirs de l'opinion. L'Europe approche, et à défaut de conserver l'exclusive du pouvoir en France, gageons que le PS compte énormément sur l'Europe centro-social-démocrate qu'il élabore. Une Europe où singulièrement le mouvement ouvrier est absent. On parle de financiers, de technocrates, de salariés point.

Le mouvement ouvrier, qui trop longtemps s'est cru obligé de se référer au marxisme,

est en train d'aborder le futur plus démuné que jamais. Bafoué, humilié, maltraité dans bien des Etats, en Occident il se fait discret... on le fait volontairement discret. Main dans la main marchent patronat et syndicats, sous la houlette d'un Jacques Delors, trait d'union indispensable entre la sociale-démocratie, les sociaux-chrétiens, la CFDT et les patrons.

De cette Europe du capital, mâtinée de « socialisme », nous n'en voulons pas ! Nous l'avons vu à l'œuvre tous ces derniers mois, à l'occasion de la guerre du Golfe, allant de conserve dans les combines d'une Amérique soucieuse de se refaire une santé sur le dos du voisinage à la faveur de l'acte imbécile et meurtrier de Saddam Hussein, le favori déchu.

De la jacquerie à la révolution

Ne pas en vouloir est une chose, le dire en est encore une autre, et tout faire pour l'empêcher de se réaliser en est une troisième. A quel stade en est le mouvement ouvrier ? Les émeutes de nos banlieues, la révolte des squatts de Berlin, la lutte contre la Poll Tax en Grande-Bretagne sont autant de phénomènes que « nos » gouvernants jugent comme étant des jacqueries, digne du Moyen-Age. Pour peu la Révolution française n'aurait point existé. On se souvient à ce propos combien le Bicentenaire fut l'occasion d'un bel enterrement des principes de 1789, noyés dans un débordement médiatique éhonté.

Il est plus que temps de tisser au niveau européen, d'abord, et mondial, ensuite, des liens solides avec tous ceux qui refusent la politique du bâton et de la carotte. Le bâton pour le tiers monde, la carotte pour l'Occident, car il est bien connu que l'on tue le renard et que l'on flatte son chien. En Occident, les travailleurs doivent pouvoir refuser de jouer le rôle de chien du FMI et du « Nouvel ordre international », que l'on souhaite leur imposer. Ceux qui se disent protégés des affres de la crise devraient méditer sur le sort des salariés de Michelin, licenciés par milliers d'un seul trait de plume, et plus encore sur celui des millions de travailleurs



de l'ex-RDA, laissés à l'abandon et au désespoir, pour ne citer que ceux-là.

Certes, il est facile de vouloir oublier. Le pouvoir compte beaucoup sur l'oubli pour imposer ses directives : on oublie la guerre, on va oublier les Kurdes, on veut tout oublier. A ce régime-là, les acquis sociaux des décennies passées ne feront pas de vieux os et l'ère émancipatrice sera repoussée aux calendes grecques.

Reste le problème de savoir quoi faire pour bloquer les rouages du système. Parler de révolution, c'est quelque part repousser l'heure du changement, tellement il est vrai que l'on ne saurait du jour au lendemain abattre un système alors que rien de vraiment concret n'a été élaboré pour le remplacer. Certes, des textes existent, des expériences ont été faites mais actuellement tout un travail de terrain reste à mener. Coopératives, mutuelles, syndicats, associations... tout est à redéfinir, tout est à reconquérir. Les salariés se sont laissés déposséder au fil des ans. La déposition a débuté par l'apparition de bureaucrates et autres avant-gardes éclairés

du prolétariat en tous ces domaines, sur lesquels il a été pris l'habitude de se reposer. Les libertaires ont bon espoir de voir leur slogan « Gérons nos affaires nous-mêmes » prendre corps. Entre le vœux pieux et la réalité, il est des distances parfois infimes. Il est des circonstances où les Gracchus Baboeuf ne demandent qu'à naître !

Claude Nepper

MAROC

Regard critique de
l'écrivain Gilles Perrault,
auteur de
« Notre ami le roi »,
sur le despote Hassan II
P. 6

« La guerre qu'on voit danser... » avec Alain Gresh

Le lundi 18 mars 1991 Radio-Libertaire a diffusé une interview d'Alain Gresh dans l'émission «La guerre qu'on voit danser...», créée dès le lendemain des opérations militaires en Irak, et que nous proposons aujourd'hui en plusieurs parties aux lecteurs du Monde libertaire. Alain Gresh, journaliste au Monde diplomatique, est l'auteur, avec Dominique Vidal, journaliste à la Croix, d'un ouvrage de référence, Golfe, clefs pour une guerre annoncée, paru aux éditions du Monde.

Radio-Libertaire - Il y a eu de nombreux signes avant-coureurs de la crise actuelle dans le Golfe. Les gouvernements des pays occidentaux étaient en possession de tous ces éléments. S'agit-il d'incompétence de leur part ?...

Alain Gresh - On a souvent tendance à penser qu'une fois qu'on a les bons éléments on sait les analyser. Je crois que ce sont deux choses tout à fait différentes. Si nous prenons par exemple la question de savoir pourquoi ni les Européens, ni les Américains, ni les Soviétiques n'ont vraiment vu venir l'invasion et l'annexion du Koweït, ce n'est pas parce qu'on manquait d'éléments. A la limite, Saddam Hussein avait fait des déclarations extrêmement claires un ou deux mois avant la crise, il avait massé des troupes importantes, mais le problème est de savoir comment analyser ces événements. On aurait pu très bien penser que c'était une crise passagère, après tout il y a eu d'autres crises de ce type qui n'ont pas abouti à des événements aussi dramatiques que ceux du 2 août. En fait, je crois que la raison pour laquelle personne n'a vu venir les choses c'est que, il faut le rappeler, à la veille du 2 août, l'Irak est allié des Etats-Unis, de l'URSS, de la Communauté européenne et en particulier de la France, et donc on le considère plutôt comme un gouvernement ami, auquel on a beaucoup de mal à attribuer des actes contraires aux intérêts occidentaux. Donc, je crois que c'est ça surtout qui a dominé, c'est-à-dire cette incapacité à percevoir la vraie nature du gouvernement irakien, parce qu'on n'avait

pas voulu l'apercevoir avant non plus... Je le rappelle, tous les gouvernements ont soutenu l'invasion irakienne de l'Irak ; quand il y eu le gazage des Kurdes, personne n'a protesté, parce que l'Irak était considéré comme un allié et que, dans ces conditions, il n'était pas de bon ton de dénoncer telle ou telle atteinte aux libertés ou telle ou telle atteinte aux droits de l'homme. Je crois, en particulier en ce qui concerne l'administration américaine, que dans la période qui va de juin au 2 août, il y a l'idée que c'est une crise passagère, qu'elle ne doit pas remettre en cause l'alliance qui existe entre les Américains et les Irakiens.

Radio-Libertaire - Pensez-vous que le fait que Saddam Hussein soit un dictateur ait pu occulter la légitimité de certains griefs qui avaient été formulés, notamment à l'encontre du Koweït ?

Alain Gresh - Bien sûr... Le contentieux frontalier entre l'Irak et le Koweït remonte à très longtemps, il date de l'époque où ont été créés l'Irak et le Koweït. Il y avait eu déjà, avant 1958, des protestations, des demandes de la royauté irakienne, qui était très liée aux Britanniques comme on sait, pour avoir accès au Golfe, en particulier pour revendiquer les deux îles de Bouryane et de Warba qui auraient donné à l'Irak un accès sur le Golfe. C'est là une revendication antérieure qui n'a toujours pas été réglée, et qui a effectivement une certaine légitimité.

La deuxième revendication irakienne est celle d'une plus juste répartition des

richesses pétrolières. C'est un problème compliqué. C'est vrai que l'Irak est mal placé pour revendiquer ça, dans la mesure où c'est le seul pays de la région qui dispose d'une vraie richesse pétrolière et d'une population importante. Mais c'est vrai que le discours de Saddam Hussein, même si c'est un discours manipulateur, en faveur d'une répartition des richesses pétrolières, et contre ce qu'il appelait les Crésus du Golfe, est évidemment un discours qui portait, parmi les populations arabes, en particulier au Maghreb et en Egypte où les gens vivent dans la misère et qui voient non seulement comment vivent quelques monarches corrompus,

« A la limite, Saddam Hussein avait fait des déclarations extrêmement claires un ou deux mois avant la crise, il avait massé des troupes importantes, mais le problème est de savoir comment analyser ces événements »

mais qui ressentent le fait que ces pays pétroliers qui dégagent d'énormes revenus les investissent en Occident, et pas dans les pays arabes.

Radio-Libertaire - Il semble que les monarchies pétrolières, et en particulier le Koweït, avaient dépassé de 30 à 40 pour cent les quotas de production qui leur étaient alloués, et cela contribuait à maintenir le prix du pétrole à des niveaux relativement bas...

Alain Gresh - Oui, mais il faut rappeler que fin juillet, il y a eu un accord de l'OPEP pour justement relever les prix, à la suite d'une demande irakienne. Donc c'est vrai qu'il y avait une politique de surproduction du Koweït qui n'était pas la même que pour toutes les monarchies pétrolières ; par exemple, l'Arabie saoudite n'avait pas une politique de surproduction, avant la crise, ils avaient une politique d'équilibre entre les prix et la production. Là, on a des politiques contradictoires. Mais ce qui est sûr, c'est que les capitaux fantastiques investis à l'étranger n'étaient pas investis dans le monde arabe. Même s'il est difficile de dire comment il faut répartir ces richesses - ce n'est pas si facile de supprimer les frontières - il est certain que la manière dont Saddam Hussein a réagi n'est pas acceptable. Mais le problème est bien réel et si on veut un jour arriver à une stabilité au Proche Orient on ne peut pas l'occulter.

Et la troisième question posée par Saddam Hussein, c'est le problème palestinien. Là, encore une fois, c'est un discours en partie manipulateur ; il ne faut pas oublier que Saddam Hussein a financé pendant très longtemps des commandos qui ont assassiné des dirigeants palestiniens et qu'il a eu une attitude hostile pendant très longtemps envers la direction palestinienne, mais c'est vrai qu'en soulevant ce problème, aujourd'hui, il a mis le doigt sur l'hypocrisie de la position occidentale, c'est-à-dire le fait que la rapidité avec laquelle les Occidentaux voulaient faire appliquer les résolutions du

Koweït, surtout qu'elle prolongeait huit ans de guerre meurtrière et sans beaucoup de résultat.

Radio-Libertaire - Les opérations militaires entre l'Irak et les Occidentaux ont démontré l'écrasante supériorité de la technologie occidentale alors que pendant des mois les médias nous ont rassuré que l'Irak était la quatrième armée du monde, qu'elle avait des armements modernes ; ce langage occultait le fait que la logistique ne suivait pas... Les journalistes étaient-ils au courant de ces faiblesses ?...

Alain Gresh - Je ne sais pas si c'est un plan de désinformation... Il y a eu sûrement une volonté du gouvernement américain de grossir le danger de l'armée irakienne. On avait déjà constaté les faibles performances de cette armée lors de la guerre contre l'Irak ; ce n'est pas seulement une question de technologie, d'ailleurs, c'est une question de maîtrise des technologies, c'est-à-dire qu'on peut avoir une très bonne technologie et ne pas être capable de la maîtriser. Il ne faut pas oublier que l'armée irakienne était dépendante de la France et de l'URSS pour toutes ses pièces de rechange. Donc, en fait, on se rend compte très vite que c'est une armée qui n'avait pas l'efficacité d'une armée occidentale. Elle n'avait pas non plus - c'est un fait important qui a été beaucoup occulté - la détermination de se battre qu'ont eue d'autres armées du tiers monde. Après tout, on n'a pas forcément besoin de maîtriser la technologie pour être capable de bien se battre, les Vietnamiens ou les Algériens ont montré en d'autres occasions qu'ils pouvaient vaincre des armées beaucoup plus puissantes, mais je crois qu'il n'y avait pas de volonté de se battre chez la plupart des Irakiens, qui n'ont pas compris l'aventure

« Il y a eu une volonté délibérée de l'administration américaine de gonfler le danger irakien, parce que cela lui a permis de justifier le fait qu'il fallait détruire la machine économique et militaire irakienne »

du Koweït, surtout qu'elle prolongeait huit ans de guerre meurtrière et sans beaucoup de résultat.

Donc, il y a eu une volonté délibérée de l'administration américaine de gonfler le danger irakien, parce que cela lui a permis de justifier le fait qu'il fallait détruire la machine économique et militaire irakienne, ce qui était quand même l'objectif essentiel des Etats-Unis. Si on avait dit : « finalement, ce n'est pas une armée très importante », toute l'argumentation sur le fait qu'il fallait aller jusqu'au bout et qu'il fallait refuser tout compromis signifiait que l'Irak allait garder son armée. On n'aurait pas pu justifier le refus de tout compromis. Alors je crois qu'il y a beaucoup d'incompétence réelle dans la manière dont les médias ont rendu compte des événements. Il ne faut pas croire que les gens mentent délibérément, il ne faut pas croire cela, mais il y a une manière... C'est un peu tôt pour le faire, mais il faudrait étudier, par exemple, la manière dont l'armée irakienne est devenue brusquement la

quatrième armée du monde - mais là vous savez, on entre dans un problème qui dépasse le cadre de la manipulation, qui est le problème du sérieux de l'information. Les médias sont pris souvent dans une sorte de surenchère sur le scoop, cela permet soi-disant de maintenir l'attention du public. Alors, on a parlé du chimique, de la quatrième armée du monde, on a dénommé Saddam Hussein, il y a une sorte de compétition au scoop et à la nouvelle la plus fabuleuse pour capter l'attention du public, mais qui, évidemment, rentre dans le cadre d'une campagne qui réussit finalement à désinformer au sens propre les citoyens et à les rendre incapables de comprendre ce qui se passe autour d'eux, et donc d'avoir une opinion en fonction d'éléments objectifs.

Radio-Libertaire - Des journalistes, mais surtout des présentateurs de télévision, ont fait preuve d'une sorte d'hystérie, c'était très intéressant et inquiétant, en même temps...

Alain Gresh - C'est très inquiétant, et en même temps ce n'est pas très nouveau. C'est nouveau parce que c'est la première situation de guerre que notre génération vit de cette manière, mais si vous relisez la presse de 1914 - à part que maintenant cela se fait avec des moyens fantastiques - il faut retrouver ce qu'on racontait des Allemands. Cela ressemblait par certains aspects à cette campagne. Il est dommage que certains journalistes se soient laissés enrôler dans cette campagne au nom de l'unité nationale, de la guerre, etc. A l'heure de l'information immédiate, où on a les choses en temps réel, je crois que le rôle des journalistes est de permettre au public et au téléspectateur de prendre du recul, c'est de ne pas être pris dans cette machine infernale des événements au jour le jour, seconde à la seconde, mais d'essayer de donner l'arrière-plan, les analyses de manière à ce que le public puisse se faire une opinion.

Radio-Libertaire - En fait, quand on lit la presse américaine on a l'impression que le niveau du débat et des analyses y est d'un niveau nettement supérieur...

Alain Gresh - En tous les cas cela a été vrai jusqu'au 15 janvier. Tant que la décision de la guerre n'a pas été prise, il y a eu un débat très important à la fois dans l'administration, parmi les hommes politiques - beaucoup plus riche d'une certaine manière qu'en France. Il faut quand même rappeler que le Congrès américain n'a voté la guerre qu'à 60%, en France elle l'a été à 80% ; ceci étant, dès le début de la guerre toutes ces critiques ou à peu près, ont cessé, et il y a eu une espèce de nationalisme qui aujourd'hui est peut-être plus accentué aux Etats-Unis qu'en France, parce qu'ils étaient naturellement à la tête de la coalition.

(suite au prochain numéro)

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

CATALOGUE 1991

Nous tenons à votre disposition le catalogue 1991 de la librairie du Monde Libertaire. Pour vous le procurer, il suffit d'en faire la demande au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

KURDISTAN

Histoire d'une oppression

Le problème kurde, que l'on semble découvrir en cette période de conflit avec l'Irak, existe depuis fort longtemps. La chute de l'empire ottoman, au lendemain de la Première Guerre mondiale, inaugure l'entrée en jeu des grandes puissances occidentales dans la région et l'exacerbation des conflits. Depuis, Turcs, Irakiens, Iraniens n'ont cessé de réprimer le peuple kurde, cet oublié de l'Histoire, cette victime d'une déplorable politique internationale de partage du monde.

Le Kurdistan n'existe pas légalement. C'est un territoire aussi grand que la France, qui a été partagé après la Première Guerre mondiale entre cinq Etats : Turquie, Irak, Iran, Syrie et Union Soviétique. C'est un pays de hautes montagnes, le mont Ararat culmine à 5165 mètres... Il y fait très froid, la température peut atteindre - 40° dans certaines régions, mais il peut aussi faire très chaud en été. On chiffre de 20 à 25 millions le nombre de Kurdes. C'est une population à majorité rurale. Les Kurdes sont des paysans, considérés même comme d'excellents cultivateurs (...). Il existe une diaspora importante en Occident, mais aussi dans la région, souvent nécessitée par le travail. Exemple, à Istanbul, aujourd'hui, on dénombre 1,5 million de Kurdes, ce qui en fait la première grande ville kurde de Turquie.

Leur langue est totalement interdite d'expression en Turquie. C'est pourtant une langue riche, qui a produit de très beaux textes. Elle est autorisée en Iran, où les Kurdes peuvent s'exprimer, mais cela reste très contrôlé. Les écrits ont souvent été interdits. Seul peut-être, et paradoxalement en Irak, les Kurdes ont pu diffuser leurs publications. En URSS, ils ont pu aussi s'exprimer plus « librement », notamment en Arménie soviétique (...). Mais cela n'a jamais été jusqu'à l'autorisation d'enseigner la langue dans les écoles. Si l'Irak apparaît la plus ouverte à l'expression kurde, il ne faut pas oublier que le mouvement de libération kurde d'Irak est le plus ancien et le plus organisé. Déjà en 1918, les Anglais avaient réprimé dans le sang la révolte kurde. C'est seulement en 1959 que l'Etat irakien admet la spécificité kurde, reconnaît leur existence ! En 1970, le mouvement kurde de libération arrache un accord avec le pouvoir baasiste, autorisant l'utilisation de la langue dans une partie du Kurdistan, mais en même temps des populations étaient déportées, afin de diminuer leur représentativité (...).

Si, encore, certains Iraniens ont pu affirmer que « les Kurdes étaient les premiers Iraniens », si nul ne conteste, aujourd'hui, l'existence d'une identité kurde, personne en Irak, Turquie ou Iran ne veut ou a autorisé l'épanouissement de leur culture (...).

Les Kurdes ont toujours joué un rôle important dans la région, bien avant la Première Guerre mondiale. Constitués en dynasties, ils ont influencé le monde arabe et musulman, mais les Occidentaux ont très tôt voulu intervenir et s'accaparer les richesses. A leur tête, les Anglais et Français... Ils ont énormément agi pour investir la région et se partager, au lendemain de la guerre, les dépouilles de l'empire ottoman. D'une manière cynique, ces mêmes hauts-fonctionnaires occidentaux ont ainsi découpé le Kurdistan (traité de Sèvres de 1920) (...).

Arrivent ensuite les Soviétiques et quelque temps après les Américains. Le Moyen-Orient devient l'enjeu des rivalités des grandes puissances, sur le dos, bien évidemment, des Kurdes et aussi de tous les peuples de la région. La Seconde Guerre mondiale ne fait que renforcer ces antagonismes (...).

Au lendemain de celle-ci, les Kurdes irakiens s'organisent. Le Parti démocratique Kurde (PDK), soutenu par le Parti communiste d'URSS, tente de construire une république autonome. Mais par l'intermédiaire des Iraniens, les Américains font tout pour empêcher la création de cette jeune république. Le départ du shah, en 1979, ne réglera rien, bien au contraire, avec l'arrivée des intégristes chiites au pouvoir. Cinquante milles civiles kurdes et cinq milles *peshmergas* auront payés de leur vie ce combat de la liberté (...).

Qu'ils soient de Turquie, d'Irak, ou d'Irak les Kurdes ont toujours subi répression, déportations forcées et violations de leurs droits. On peut parler pour eux de véritable génocide. A chaque fois l'Irak, l'Iran, la Turquie, malgré les guerres, et les querelles d'intérêts ont su s'unir pour combattre les Kurdes. Ainsi, le gouvernement turc a déporté des milliers de familles. De 1960 à nos jours, 100 000 kurdes seront passés par les geôles turques. En 1978, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est créé pour tenter de combattre cette oppression. Depuis 1984, il mène une lutte de guérilla contre l'armée d'Ankara. Son audience s'est renforcée au fil des ans. Et, il est très bien reçu par la jeunesse (...).

On peut parler pour les Kurdes d'un véritable génocide

Récemment, malgré l'énergie humanitaire déployée, personne ne parle réellement des Kurdes, de ce qu'ils ont vécu, de ce qu'ils ont subi, et de ce qu'ils revendiquent politiquement. Notamment leur volonté de liberté. Ainsi, la Turquie applique une censure féroce sur ses agissements vis-à-vis de la communauté kurde. Les médias occidentaux se taisent. Les réfugiés Kurdes, venant d'Irak, sont littéralement enfermés dans des camps et de cela personne n'en cause.

Cinq-cent milles militaires sont aujourd'hui concentrés dans le Kurdistan. Des milliers en Turquie, Iran et Irak. Une telle concentration montre l'inquiétude des Etats de la région par rapport aux revendications kurdes. Et le conflit irako-koweïtien apparaît alors sous un autre regard. Pour les responsables de la communauté kurde, il

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

- Jeudi 25 avril
 - « Si vis pacem » (18 h - 19 h 30) : les pacifistes invitent Pierre Martial des éditions Avis de recherche.
- Samedi 27 avril
 - « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : rediffusion de l'intervention de Maryse Tripier à propos de « L'Immigration au travail en France » ; Danemark : les luttes contre l'Etat (deuxième partie).
 - « BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : émission BD.
- Dimanche 28 avril
 - « Tribuna Latinoamericana » (18 h - 20 h) : quelle constitution pour la Colombie ?
- Mardi 30 avril
 - « Blues en liberté » (10 h - 12 h) : Nouveautés et rééditions.

s'inscrit dans une logique que la seule libération du Koweït du joug irakien ne peut justifier (...).

Il faut rappeler encore que 5 000 villages kurdes ont été détruits. Un Kurde sur trois déporté. Il faut rappeler, toujours pour les Kurdes d'Irak, la complicité de l'Etat français. En 1988, alors que Saddam Hussein gazait la population, des militaires irakiens, touchés par ces mêmes gaz, étaient hospitalisés en France. Chevénement, cette même année visitait Bagdad. La responsabilité de la France est donc écrasante (...).

La guerre Iran-Irak a débuté sur le problème kurde. Saddam Hussein pensait pouvoir récupérer des territoires iraniens au lendemain de la révolution chiite, notamment dans les zones pétrolières, dont le Kurdistan (la région, en effet, est riche en pétrole. Actuellement, sur le seul territoire irakien, les deux-tiers de la production nationale y sont concentrés) (...).

Sans la résolution du problème kurde au Moyen-Orient, il n'y aura jamais la paix dans la région (NDLR : sans règlement du problème palestinien, aussi).

Retranscription Alain Derwin, d'après interview d'étudiants et professeurs de l'Institut kurde à Paris, sur Radio-Libertaire dans les « Damnés de la terre »

N.B. : Institut kurde, 106, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. : 48.24.64.64. Ouvert tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30.

SOUSCRIPTION

« Diffusion de la création contemporaine » lance une souscription pour faire paraître les actes du colloque « Art et anarchie » (ouvrage de 320 pages, format 14X20, avec 30 illustrations noir et blanc, éditions du Monde Libertaire), qui est organisé à l'occasion des 10 ans de Radio-Libertaire. Prix : 110 F (prix de vente public : 130 F). Parution en novembre 1991. Les chèques sont à libeller à l'ordre de « Diffusion de la création contemporaine » et à adresser à DCC, BP 12, 13671 Aubagne cedex.

(colloque « Art et anarchie » lire programme en page 7)

Soutien aux demandeurs d'asile en grève de la faim à Bordeaux

Ils sont désormais 25 Kurdes et Turcs demandeurs d'asile déboutés qui poursuivent le mouvement de grève de la faim, pour éviter leur expulsion vers la Turquie. A l'heure où vous lirez ces lignes, les premiers grévistes en seront à leur 23^e jour de grève. Ils restent déterminés à continuer, jusqu'à la régularisation de leur situation. Même si l'un d'entre eux a dû être hospitalisé en raison de complications graves. Une première entrevue avec le préfet n'a rien donné ; le comité de soutien vous demande de continuer à faire pression sur le gouvernement socialiste, alors écrivez à François Mitterrand, Palais de l'Élysée, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. D'autres part, à Fameck (Nord), 16 Turcs (dont 3 Kurdes) sont également en grève de la faim pour les mêmes revendications depuis une vingtaine de jours.

Union régionale Sud-Ouest de la FA



Une réfugiée kurde. © Sipa

« Le Monde libertaire » a besoin de votre soutien. L'abonnement en est un ... Merci !

COUP DE BLUES

Les institutions de placement

Coup de blues d'une pensionnaire de foyers. Univers clos, avenir sombre, vision empreinte de tristesse où pointe un sentiment de révolte face aux institutions. N. témoigne pour *le Monde libertaire*. Le malaise ne lui est pas propre, d'autres auraient pu le dire tout autant.

DANS un foyer de la banlieue Sud, N. a trouvé sa place, elle a trouvé un « crâneau » entre le régime « alcool » et la rue. Dans ce foyer, comme dans tous ceux dans lesquels elle a vécu, elle sait qu'elle n'y fera pas long feu : un an au plus.

Cet après-midi, elle attend sans attendre le verdict de la réunion d'éducateurs qui doit statuer sur son sort. Elle ne comprend pas, elle n'a jamais compris. Une bêtise minime, par rapport à ce qu'elle a pu faire depuis son arrivée, lui vaut le renvoi. Il est vrai qu'avec magnanimité ses éducateurs ont passé l'éponge sur de graves manquements au règlement, confiants dans leur possibilité de rattraper en quelques mois seize ans d'éducation ratée, et d'inspirer confiance à une enfant meurtrie, trop souvent trahie, incomprise, sauvage.

Pour quitter ce foyer qui la trahit à son tour, il faut qu'un autre accepte de la prendre. Avant, elle peut attendre ainsi des semaines de voir sa situa-



Horizon bouché !

tion clarifiée. Bien sûr, pendant ce temps elle doit vivre comme si de rien n'était, avec le sourire...

Ses futurs référents n'auront qu'à recommencer ce que tous les autres n'ont jamais pu achever. Elle a l'habitude. Ceci durera jusqu'au jour de ses 18 ans, qui lui apportera le suprême cadeau d'adieu : un place à la rue. Ce sera l'occasion de venir grossir la liste des sans domiciles fixes, avec en prime la possibilité de finir demoiselle de la rue Saint-Denis. Car, bien sûr, à 18 ans, le RMI, il ne faut pas trop y compter.

Evidemment, elle n'a pas su saisir sa chance, comme tant d'autres elle n'a pas pu se satisfaire de tout ce que la société lui a offert : le gîte et le couvert, le fric pour ses études, les vêtements de son choix, les activités de luxe que bien des familles ne peuvent offrir à leurs gosses, et l'argent de poche en bonus !

De quoi se plaint-elle, si elle en a la force, que lui faut-il de plus ? Un minimum de dignité, l'écoute, le sourire, l'affection peut-être ? Et puis quoi encore ?

Les institutions de placement, censées exister pour l'enfant, servent en

fait à justifier la bonne conscience « bon marché » d'une société coincée, et permettent à une brochette d'individus de tenter de refaire leur propre éducation.

La vie du foyer, c'est celle de la rue. La loi, c'est le règlement. Les flics sont remplacés par les éducateurs et assimilés, la réalité, c'est la jungle. Le « parquage » par tranche d'âge et par sexe est propice au développement de sentiments de rivalité, de haine, de méfiance.

Aucune structure n'est adaptée aux besoins de ces enfants et adolescents... Aucun droit, si ce n'est celui d'être reconnaissant... Merci l'Etat !

Les éducateurs sont mal formés, les psychologues très peu présents, voire inexistantes ; et pour couronner le tout l'enfant n'a jamais à faire aux mêmes personnes. La constante de leur vie, c'est la déportation, d'une banlieue à l'autre, d'un quartier à l'autre au gré des juges et des éducateurs, et aussi des entretiens avec des salariés du social qui demeureront à jamais étrangers pour l'enfant car ils n'ont pas le temps de s'habituer à eux qu'ils ont déjà abandonné le dossier. Ces gosses sont marginalisés par une société qui veut s'assurer de futurs assistés envers lesquels elle pourra à nouveau exercer sa charité, et assouvir ainsi sa soif de déculpabilisation.

N.

EN BREF

CNT-AIT
A l'occasion du 1^{er} Mai, la CNT-AIT organise un défilé « contre l'Internationale du fric et des canons ». Rendez-vous à 14 h, au métro Barbès (18^e).

COORDINATION NATIONALE ANTI-FASCISTE
Manifestation « pour combattre la misère, le racisme, le fascisme, le nouvel ordre moral et la paix sociale » le 1^{er} Mai, à Paris. Rendez-vous à 14 h, place de la Réunion (M Alexandre-Dumas), dans le 20^e arrondissement.

COMMUNIQUE

Les groupes de l'Union régionale parisienne ont ouvert un lieu de rencontres/bibliothèque au local du groupe Louise-Michel, situé au 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche), 75018 Paris. Ce lieu est ouvert chaque samedi entre 15 h et 18 h.

La FA vous intéresse ?

Chaque samedi, de 15 h à 17 h, les Relations Intérieures de la FA tiennent une permanence au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

REVERIE D'UN FLANEUR SOLITAIRE

Le port de l'uniforme, ou la bêtise désignée

LE monde de l'uniforme est quand même bien étrange. Endossez une vareuse, coiffez un képi et vous voilà investi d'une sacro-sainte mission d'autorité. Georges Courteline, au temps du théâtre boulevardier, s'est amusé à nous décrire tout un univers empreint d'une hiérarchie pesante jusqu'à en être nigaude. Quelques faits, bien divers pour faire la « une » des journaux, valent qu'on les raconte.

Le courtelinesque à l'angle de la rue de Meaux et de l'avenue Secrétan, au cœur du 19^e arrondissement de Paris, a tout d'abord pris l'aspect d'une « pervenche » entre deux âges, qui venant de moissonner quelques PV s'en retournait à son véhicule de fonction. A deux pas de cette brave dame, une grand-mère, bienheureuse, donnait à la volée du grain à une multitude de pigeons. Quelle ne fut pas la stupeur de notre « pervenche », qui d'une moue déconfite maugréa : « Mais, c'est interdit ! ». Le mot était lâché : « interdit ». Quel vilain mot ! Et quelle vilaine attitude ! Voyant le regard outragé de la dame en bleu, le chaland aurait pu penser que celle-ci allait sermonner la mémé. Il n'en fut cependant rien... notre mémé poursuivait son affaire, avec une mine radieuse et par là-même désarmante, comme si de rien n'était !

Autre anecdote de type policier, qui montre, encore une fois, le caractère cuitre de certains de « nos » perdreaux en vareuses. Cette fois-ci, l'on se transporte dans la rue de Crimée, toujours dans le 19^e. Là, un automobiliste, premier d'une file de voitures, met son clignotant pour se

garer. Mal lui en pris, car il précédait un véhicule de police, dont le conducteur semblait quelque peu impatient. Et que je te colle au cul, pour t'empêcher de manœuvrer - en l'occurrence d'amorcer une marche-arrière. Et que je gueule : « Tu peux pas avancer ! ». Et que j'actionne mon pin-pon. Là encore, force n'a pas été à la maréchaussée. Notre automobiliste, sûr de son bon droit, a poursuivi sa marche-arrière jusqu'à obliger le Starsky de service à reculer et à attendre que la voie soit dégagée pour continuer sa route. Entrave au bon fonctionnement de la force publique, ça va chercher loin. Ici, non, il était midi, l'heure de la soupe. Starsky n'a pas daigné mettre le pied à terre, et s'est contenté d'écraser rageusement l'accélérateur.

Le gardien de square joue les moulins à vent

Troisième tableau, mettant en avant un gardien de square.

Nous sommes ici du côté du bassin de la Villette, les joueurs de pétanque se retrouvent sur le bord. A deux pas se trouve un square où des mères et leurs enfants viennent se distraire. A l'occasion, ils sont rejoints par quelques clochards. Ceux-ci, habituellement, descendent un canon de rouge à la bonne franquette. Là, mal leur en pris, ils décidèrent de jouer, eux-aussi, à la pétanque. A peine la première boule avait-elle atterri dans la poussière du sol, qu'un énergumène aboyant, tout de bleu vêtu, sort furibond de sa gutoonne de surveillance. Et que je te fasse de grands gestes, du

style moulin à vent. Et que je te hurle aux oreilles : « Allez jouer plus loin ! », « Donnez moi ces boules ». Alliant le geste à la parole, notre homme tente de s'emparer de l'objet du délit. Bousculade avec l'un des clochos, insultes avec l'ensemble. On se tient par le col. Une clocharde s'en mêle. Le gardien abandonne sa prise et s'en retourne vers la dame, qui dans un élan de colère menace l'adversaire d'une boule. La menace aura le don de calmer notre homme, et de le conduire à regagner son box séance tenante. Las, nos clochos interrompent leur partie à peine commencée. Match nul !

Il est vrai que dans cette dernière histoire, les clochos auraient pu aller, comme tout le monde, jouer sur les bords du bassin de la Villette, situé à une centaine de mètres. Une boule peut si vite dévier de sa trajectoire et tomber au milieu des bambins. Mais, disons à leur décharge que, là où ils se trouvaient personne n'était alentour. Le populo n'aime guère la promiscuité avec les fidèles de la dive bouteille, les tenants du culte de Bacchus. Il fallait bien « chinoiser » pour trouver matière à une altercation, au risque de se prendre une boule de pétanque sur le crâne.

Trois manifestations imbéciles de la sacro-sainte autorité en l'espace de deux jours, voilà qui est trop, et encore ne sont-ce là que de petites choses, quelques mesquineries, rien à voir avec de grands drames. Mais quelque part, l'excès de zèle, un caractère malotru et autres joyeusetés du quotidien ne sont-ce pas des éléments annonciateurs de la bavure tant redoutée ?

Ah, l'excès d'autorité ! Et dire que des citoyens de Romainville, en Seine-Saint-Denis, se sont constitués en comité pour réclamer la création d'un commissariat de police dans leur commune. Comme si à Romainville, les « condés » municipaux ne suffisaient pas !

Soyons gourmands d'utopie

Donc, face à la Mairie, sur le fronton d'une grande bâtisse, on découvre un texte de ce style : dans ce bâtiment, nous voulons que soit installé le futur commissariat de Romainville. Il n'est pas dit que ces gens voient le taux de la criminalité locale s'atténuer, mais déjà on peut parier qu'ils auront à connaître les affres des « amabilités » policières.

Le Monde, récemment, faisait état d'un rapport de police, indiquant un taux non négligeable d'incidents attribués à des policiers ivres, (de l'ordre du quart). De ce rapport, résulte le désir affiché du ministre de l'Intérieur de voir le problème de l'ébriété policière mise à plat. D'autres iront certainement plus loin en demandant plus de civilité de la part des représentants de l'« ordre ». On se plaint souvent du peu d'instruction des « bleus » et de la faiblesse de la formation. Nous, nous serons plus gourmands, au risque de choquer les bonnes consciences, en soulevant la question de l'abolition du métier de flic. Pourquoi ne remplacerions-nous pas les 200 000 à 300 000 représentants de l'« ordre » (gendarmes et policiers confondus) par autant

d'éducateurs, d'assistants sociaux, de bénévoles à l'écoute des gens ? Pourquoi ne pas transformer les commissariats en de véritables lieux de vie, où chacun viendrait raconter ses peines et ses joies... Une sorte d'auberge espagnole, où l'on trouverait de tout et tout le monde... Une vraie maison de quartier, et non pas ces erzasts qui n'en n'ont que le non et pas la vocation ? Dans un monde où l'on ne se préoccupe guère de prévention, mais toujours plus de répression - preuve, s'il en est que la société n'est pas au diapason en ce qui concerne le domaine social - on criera à la « dangereuse utopie ». Et bien, criez, et continuez à subir, car nous subissons tous.

Rien ne sert, comme on peut l'entendre parfois, de traiter de « connasse » la « pervenche » qui vient de vous coller une contravention... Rien ne sert d'aller pleurer auprès du « sergent » pour qu'il vous retire cette même contravention - chose qu'il ne fera pas. Les désagréments que l'on connaît, sont le fruit d'une politique de la cité complètement décadente, où seul compte le fric de l'immobilier. Pas de parkings, alors on se gare n'importe où, et c'est l'amende. Trop forte concentration urbaine, me direz-vous. A partir de là tout s'enchaîne, et c'est une autre histoire de gestion urbaine dont il faudrait parler.

Le « bleu » qui gueule et fait montre d'une autorité stupide dans l'acte accompli en direction du public, c'est une cinglante défaite du sentiment collectif, qui par là-même rend caduque toute gestion solidaire de la ville.

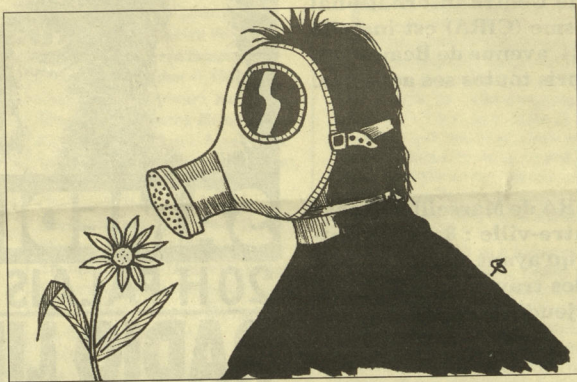
Claude Nepper

CIVEAUX

Le nucléaire renaît de son pourrissement

Le samedi 20 avril, à 15 h, s'est tenu un rassemblement anti-nucléaire à Civeaux. Un rassemblement d'importance puisque sur le territoire de cette petite commune proche de Poitiers se joue la relance du programme nucléaire d'EDF.

L'histoire du chantier nucléaire de Civeaux est un des exemples les plus frappants de la duperie de l'Etat et d'EDF, face à la population. Ainsi, en février 1980 est annoncé le projet de centrale nucléaire sur le site, la mobilisation est alors importante (4 000 personnes manifesteront quelques mois plus tard); l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir gèle le projet... pour un an! Celui-ci est, en effet, relancé dès le mois de juin 1982.



signale le moment où le projet de centrale devient irréversible) est, elle, toujours repoussée à plus tard.

Dans cette situation paradoxale, la mobilisation devient aujourd'hui difficile. Pourtant la réalisation avance, et maintenant la commande de la cuve est confirmée pour juin prochain.

C'est pourtant cette mobilisation qu'il s'agit de retrouver. La centrale de Civeaux est celle de toutes les tromperies: oublié Tchernobyl, oublié la surcapacité nucléaire, oubliées les promesses de l'Etat suivant lesquelles on ne construirait pas de centrales nucléaires destinées à l'exportation d'électricité. Civeaux n'est plus la dernière centrale du programme national d'EDF des 900/1300 MW, elle est devenue la première tranche d'une relance du nucléaire français!

Luc
(gr. Berkman de Poitiers)

Contact: association « Stop-Civeaux »,
4, rue de la Chaîne, 86000 Poitiers.

Le projet repart

La lenteur d'avancement du projet couplé à ce qui est de notoriété publique, c'est-à-dire la surcapacité nucléaire de la France (avouée par EDF) fait naître des espoirs et... retomber la mobilisation. Cette lenteur semble pour beaucoup la preuve d'un « enfouissement » du projet, en quelque sorte un renoncement déguisé. Mais c'est un mauvais jugement car le chantier démarre en octobre 1985, dans le même temps la commande de la cuve (commande qui

EPINAL

« Libravou »

Près de 150 femmes sont inculpées pour avoir accepté un prêt de 10 000 francs sans s'engager dans un quelconque remboursement.

Mais pourquoi donc quand on est femme, chômeuse, mère de plusieurs enfants, vivant dans une ZUP d'Epinal, faudrait-il résister à 10 000 qu'il suffit d'aller chercher à la banque du coin? Alors qu'on peut, le temps d'une étoile, emmener à la fête foraine ses petits, puis emplir son caddie de bonbons, gâteaux et de bonnes choses à manger.

Dix milles francs, ça part vite, trop vite. Pourquoi rembourser? Elles n'ont rien demandé, ces femmes, elles n'ont pris ce qu'on leur offrait. Même que sans remboursement de leur part, elles ont reçu encore d'autres prospectus leur promettant en outre une mini-chaîne hifi. Et elles réessaieront! Des fois que ça marche aussi. Tant pis pour les poursuites, elles ne sont pas solvables... juste condamnables à une amende.

Voilà maintenant que les banques prêtent aux pauvres, sans exiger au préalable quelques sérieuses garanties. Alors pourquoi ne pas rêver au fin fond de sa ZUP, et en parler aux copines? On a rien à perdre et tout à gagner.

« Libravou » disait la publicité. Libre à nous de faire comme ces femmes d'Epinal, se réappropriant une partie du capital.

Hélène (gr. Pierre-Besnard)

EXPULSION

La Mouette rieuse perd son nid

Le 25 mars, le conseil d'administration de l'association « Réunion », locataire en titre (depuis presque six ans) du bar associatif La Mouette rieuse n'a pu s'y réunir: les serrures ayant été changées (en l'absence de témoin) par un huissier, opérant à la demande de la propriétaire. Le commissaire du quartier n'était pas au courant. Nous ignorons tout des raisons de notre mise à la porte, et nous nous réservons le droit de récupérer notre bistrot.

La Mouette rieuse se battra pour regagner son gîte (dûment payé à ce jour) et y reprendre ses activités (bar, table d'hôte, expositions, musique, spectacles animant la vie du quartier) et appelle ses adhérents à répondre à ses cris (audibles notamment sur Radio-Libertaire, dans l'émission « Sans toit ni loi », chaque samedi à partir de 16 h 30).

Rappelons que le 2 mai 1990, La Mouette rieuse avait mis ses locaux à la disposition des Parisiens expulsés par les CRS (des dizaines de familles campant sur la place de la Réunion, 5 mois durant). Fin juillet, nous recevions un avis de déguerpir du 66. Notre avocat a obtenu un nouveau jugement sur le fond. Il sera rendu le jeudi 16 mai, à Paris. A cette occasion, nous vous invitons à venir au tribunal (Ile-de-la-Cité), pour nous soutenir.

En attendant, La Mouette veut rire dans son nid, qu'elle appelle à défendre bec et ongles... La Mouette rieuse (66, place de la Réunion, 75020 Paris) c/o Primavera, 70, rue des Maraichers, 75020 Paris. Tél.: 43.70.98.99.

La Mouette rieuse

« SOCIALISTES »

Deux poids, deux mesures

En page 6 et 7 du Monde du 31 mars 1991, l'une intitulée « Politique » et l'autre « Société », deux articles: l'un au titre de « Le PS crée une fondation Jean-Jaurès », l'autre « Après les violences et la garde à vue des casseurs, M. Delebarre veut ouvrir le dialogue avec les jeunes de Sartrouville ».

On lit, page 6: « Le parti socialiste met en place, une fondation qui aura pour objets: la recherche, la formation, la coopération avec les partis étrangers, l'historiographie du PS, l'édition de sa revue théorique, la Nouvelle revue socialiste.

Pour ce faire, la fondation développe: - des instituts de formation et de coopération, sur le modèle des grands partis sociaux-démocrates d'Europe du Nord (pour cela, les locaux de la cité Malesherbes ont été apportés en dotation);

- soucieux d'assurer l'avenir, la fondation pourra bénéficier de dons privés, de subventions gouvernementales... et les centristes sont invités à se doter des mêmes structures;

- le 27 mars, la Fondation a organisé son premier colloque (débat sur la politique industrielle);

- elle organise en outre des stages de formation destinés aux cadres des nouveaux partis des pays d'Europe de l'Est, accueillis dans les municipalités socialistes ».

Pour ces réalisations, miracle, il y a de l'argent, beaucoup d'argent et tout de suite.

On lit en page 7... [Cette cité de Sartrouville a été construite il y a 20 ans.] « Son entretien a seulement commencé en 1989, sur 1 500 logements, fin 1991, la moitié auront été réhabilités.

Sous la pression des associations locales, on a organisé un soutien scolaire aux jeunes immigrés, des spectacles pour adolescents, des animations pour le week-end. Une subvention royale de 300 000 francs a été accordée pour le tout.

On prévoit l'ouverture d'une crèche, d'un club de prévention, d'un centre de documentation scolaire, d'un café pour les jeunes. Pour quand, nul ne le sait!

Dialoguer, persuader, redonner l'espoir, mais aussi faire patienter « ceux qui veulent tout, tout de suite », tel est le défi permanent auquel se trouve désormais confronté M. Delebarre ».

Ce que veulent les jeunes, c'est un travail et un logement décent, pas de promesses pour plus tard! Mais le PS a d'autres projets, la fondation Jaurès...

Solange Duclos
(Toulouse)

NOS AFFICHES

L'Union régionale Méditerranée de la FA vient d'éditer l'affiche antimilitariste ci-contre (format 64X45). Prix: 1,20 F à partir de 50 exemplaires et 1 F au dessus de 100 exemplaires (port compris). Chèques à libeller à l'ordre de Nappi. Ecrire à CECL, BP 54, 83501, La Seyne-sur-Mer cedex.

L'ARMEE EMBAUCHE



elle te tend la main

FEDERATION ANARCHISTE

145, RUE AMELOT - 75011 PARIS

Création d'une agence de presse alternative

Suite à un manque d'informations concrètes concernant l'autogestion, l'écologie, les cultures populaires et alternatives dans une bonne partie de la presse radicale, écologiste et alternative, une vingtaine de personnes s'est réunie le 21 mars, à la CNT (33, rue des Vignoles), à Paris en vue de la création d'une agence de presse alternative.

Des alternatifs, squatters, libertaires, écologistes et des individus issus de l'univers des médias concernés (Radio-Libertaire, Mordicus, Noir et Rouge, Alibix, les éditions du Fraysse) ont participé à cette réunion et ont discuté des objectifs et des moyens de l'agence.

Les objectifs sont les suivants:

- recenser et diffuser dans la presse alternative, radicale, écologiste, celle à grand tirage, dans les radios, les télévisions l'ensemble des mouvements et actions écologistes, culturelles, alternatives et sociales, afin de les faire grandir en les faisant connaître du plus grand nombre;

- créer des lieux de débats et d'information où toutes les personnes agissant concrètement pour que le monde change puissent se rencontrer et agir ensemble;

- faire en sorte que l'écologie, les cultures populaires, la démocratie directe et la production économique d'utilité sociale soit une alternative crédible et définitive à la société productiviste;

- l'agence, afin d'éviter toute dérive bureaucratique et idéologique, sera gérée par et pour les alternatifs (personnes agissant concrètement à l'installation d'une société nouvelle) et aura pour axe principal d'action et de sélection des informations: l'action directe comme moyen de transformation permanente entre la réalité et nos utopies.

Actuellement, les réunions sont organisées le jeudi soir, à la CNT. Pour joindre l'agence par courrier, écrivez à « Dazibao Agence », 145, rue Amélot, 75011 Paris. Pour nous joindre par téléphone: émission de la Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (CLEA) sur Radio-Libertaire, « Dazibao », chaque mercredi entre 15 h et 17 h, au 42.62.90.51.

Michel Kouyaté
(CLEA)

CONCERT LEO FERRE

1er juin 1991, 20 h
Palais des Sports, Paris.

Des billets sont disponibles auprès du groupe Humeurs Noires de Lille (permanence le mercredi à partir de 19 h, à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23 rue Gosselet, Lille) et auprès de Radio-Campus, bât M1, université de Lille I, Villeneuve-d'Ascq. Prix: 130 F.

Souscription

Les éditions du Monde libertaire lancent une souscription en vue de la publication des deux prochains ouvrages:

- Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale, René Berthier.

Prix de souscription: 90 F.

Parution en juin 1991;

- Ecrits sur le fascisme (dont la Contre-révolution préventive), Luigi Fabbri.

Prix de souscription: 110 F.

Parution en octobre 1991.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest et à adresser à SHE, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

1er Mai 1991
Union régionale Méditerranée de la FA.
MANIFESTATION AUX MOBILES
(place des Réformés),
MARSEILLE, à 9 h 45.

Une journée champêtre (repas, débats, chansons...) suivra la manifestation. Venez nombreux!

MALI

Regard sur l'immédiat après-Traoré

D'APRES l'estimation d'un médecin de Bamako, le week-end sanglant qui a vu le renversement de Moussa Traoré, fin mars, aurait fait plus de 300 morts et un millier de blessés. Comme quoi, les Etats n'ont pas abandonné les méthodes « traditionnelles » de répression...

Peu de temps après les émeutes, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré a annoncé la dissolution du Comité de réconciliation nationale, formé par les conjurés. Il a en même temps annoncé la formation d'un « Comité de transition pour le salut du peuple » (CTSP), composé de 10 militaires et de 15 civils, membres des associations d'opposition. Ce CTSP a pour but de former un gouvernement provisoire et de convoquer une conférence nationale dans trois mois (celle-ci ayant pour charge d'élaborer une constitution, un code électoral et une charte des partis) et d'appeler à des élections en janvier 1992. L'armée rentrerait dans ses casernes à ce moment-là.

Les associations d'opposition ont déclaré leur contentement, mais ont lancé, dans le même temps, un appel à la vigilance et ont insisté sur la nécessité de la transparence.

Mais l'analyse du discours du lieutenant-colonel Touré, par ailleurs président du CTSP, ne manque pas d'intérêt. Nous vous en livrons quelques extraits : « Je voudrais assurer mes compatriotes que l'armée n'a aucune prétention d'exercer le pouvoir (!). Elle a aussi tiré les leçons (!) de la gestion désastreuse qui a été faite en son nom (...). Afin que nul ne se méprenne sur nos intentions, (...) nous avons décidé (...) de dissoudre le Conseil de réconciliation nationale (...).

Je voudrais me permettre de dire qu'à mon humble avis l'heure n'est pas à l'électoralisme. Nous devons approfondir la réflexion, la cohésion, l'éducation (en un an ?) afin que se rapporte durablement, dans notre peuple, l'adhésion aux valeurs démocratiques fondamentales... »

Cet extrait d'un bref discours permet, apparemment, d'espérer une bonification des conditions de vie politique du peuple malien. Mais il faut tout de même se méfier d'une possible intoxication léniante d'un CTSP, dont le but final serait de prendre le pouvoir sur le modèle du parti d'Iliescu en Roumanie.

Reste aussi à savoir si le CTSP parviendra à supporter le poids de la situation économique et aussi à changer les habitudes de survie ou d'exploitation qui ont fait des Maliens et de l'administration des champions de la corruption et du détournement (de fonds, de médicaments...).

Mais de la part d'un Etat, cela serait plutôt étonnant.

Vincent C.
(gr. Déjacque de Lyon)

Source des infos : *les Echos*, journal de l'opposition malienne.

Sur Radio-Libertaire (89.4), chaque vendredi, de 16 h à 17 h, écoutez « Kumbi 1 », le rendez-vous des villages africains en France.

Lausanne (Suisse) - Marseille où joindre le CIRA ?

LAUSANNE

Depuis le printemps 1990, le Centre international de recherche sur l'anarchisme (CIRA) est installé dans de nouveaux locaux : 24, avenue de Beaumont, CH - 1012 Lausanne, et a repris toutes ses activités.

MARSEILLE

Depuis le 1er juin 1990, le CIRA de Marseille dispose d'un nouveau local au centre-ville : 3, rue Saint-Dominique (2^e étage). Bien qu'ayant encore un peu la tête dans la poussière (des travaux), il tient ses permanences le mardi et le jeudi entre 15 heures et 18 heures.

Sur Radio-Libertaire (89.4), une fois dans le mois, le dimanche, de 16 h 30 à 18 h, écoutez « Maroc vérité », une émission d'opposants marocains.

MAROC

Hassan II, le despote aux mains rouges

L'émission « Ras-les-murs », sur Radio-Libertaire, a interviewé, à propos de la répression au Maroc, l'écrivain Gilles Perrault, auteur du livre « Notre ami le roi ». Comme on s'y attendait, Hassan II en prend pour son grade.

Radio-Libertaire : La moindre opposition au régime d'Hassan II a été à chaque fois réprimée. Est-ce qu'on peut parler aujourd'hui d'une dictature au Maroc ?

Gilles Perrault : Oui, c'est un régime despotique. Hassan II est un autocrate, et on est loin d'une monarchie constitutionnelle comme il le prétend...

C'est vrai, comme le quadrillage de la population est très serré, la population a peur. Il y a eu des tentatives de putsch qui sont chaque fois l'occasion pour le roi de frapper encore plus dur.

Prenons celui de 1972... Des aviateurs ont essayé d'abattre le Boeing du roi. Cela a été un échec. Mais ceux qui étaient dans le coup ont été fusillés immédiatement après avoir été torturés. Bien, ça c'est la loi du genre au Maroc et pas seulement.

Des types qui n'avaient rien fait, par exemple, le sergent mécanicien qui a fait le plein de kérosène des avions utilisés pour cette tentative d'attentat ; il ne savait pas qu'ils portaient pour cela. Lui, il faisait le plein de kérosène comme pour n'importe quel autre... Il a été condamné à une peine de trois à quatre ans de prison... C'est peu pour un Marocain. Mais c'est quand même beaucoup quand on n'a rien fait. Et pour ceux-là, c'était en 1972, ils sont toujours en prison ! Enfin pour ceux qui ont survécu au bagne de Tasmamat. Là sont emprisonnés des dizaines de personnes, coupables de s'être opposés au roi, dans des cellules bétonnées, obscures. Elles ne voient pas

la lumière du jour et elles n'en sortent jamais. Plus de la moitié sont morts, les autres deviennent fous et aveugles à force de vivre dans l'obscurité. Ça, c'est le régime de Hassan II. Alors cette répression absolument sauvage entretient évidemment la terreur du peuple marocain.

On se dit, il ne faut pas bouger... Parce que si on bouge ça va être l'horreur. Et c'est l'horreur !

Radio-Libertaire : Comment expliques-tu le silence de nos défenseurs des droits de l'homme en poste au gouvernement français ?

Gilles Perrault : Il y a des gens qui ont parlé mais peut-être ne se sont-ils pas fait suffisamment entendre. Il existe des comités de lutte contre la répression au Maroc : Amnesty International, la Ligue des droits de l'homme... Les gouvernements de droite comme de gauche - on a des ambassades là-bas, des consulats - bien sûr qu'ils connaissent la situation, mais ils ne veulent pas s'engager contre le régime parce que le

« On se dit : il ne faut pas bouger... Parce que si on bouge ça va être l'horreur. Et c'est l'horreur ! »

Maroc est pour les hommes d'affaires, les capitalistes français une affaire juteuse. On dénombre 1200 entreprises françaises installées là-bas... L'ouvrier marocain est payé en moyenne deux fois moins que l'ouvrier français. Voilà, c'est la clé de l'histoire. Il faut donc que les choses aillent bien. Pour M. Bouygues, par exemple, c'est lui qui a construit l'aéroport international d'Agadir, la grande mosquée de Casablanca - qui a été bâtie à partir d'un racket opéré sur le peuple marocain. Il a construit également le 17^e ou 18^e palais du roi...

Radio-Libertaire : Ton livre a donc été dérangé ?

Gilles Perrault : Oui, bien sûr. D'ailleurs, le gouvernement a cru bon

LEO FERRE



SAMEDI 1^{er} JUIN

20 H PALAIS DES SPORTS

RADIO LIBERTAIRE

1, place Porte de Versailles - 75015 Paris

BILLETTS :
130 F sur réservation
au 145, rue Amélot
75011 PARIS - 48.05.34.08

100 F au porteur de
la carte d'auditeur
de Radio Libertaire.
150 F sur place.

F. A.
145, rue Amélot
75011 PARIS
Tél. : 48.05.34.08
*Il est prudent de réserver
ses places rapidement.*



Le despote Hassan II et le prince héritier Sidi Mohamed, lors du 24^e anniversaire de son règne, en 1985. © Ceyrac/AFP

d'expédier à Rabat Roland Dumas pour aller s'excuser en quelque sorte que ce livre ait été publié en France.

Oui, ils ont essayé d'arranger le coup. Parce qu'il faut à tout prix que rien ne change au Maroc. On sait qu'Hassan II ne fait aucun problème au niveau de la politique internationale. Il s'aligne à chaque fois du côté des Occidentaux.

On l'a vu dans la crise du Golfe. puisqu'il a envoyé un contingent en Arabie Saoudite. Puisque que les choses doivent continuer ainsi, en l'état, nos ministres font tout ce qu'il faut pour que cela continue. Ce qui ne les empêche pas le dimanche, en France, d'inaugurer des monuments au nom des droits de l'homme. C'est quelque chose qui me révolte, d'entendre ce gouvernement employer le discours des droits de l'homme, alors qu'il le pratique si peu. Regardez encore en Afrique l'attitude du gouvernement vis-à-vis des luttes pour conquérir la liberté, au Gabon en Côte-d'Ivoire... Il envoie les parachutistes et la Légion. Ou alors qu'ils le disent : on arrête de parler des droits de l'homme, parce qu'on n'a pas envie d'évoquer cela au

Maroc, on y a des intérêts. Au Gabon avec Elf-Aquitaine, on préfère Bongo ; C'est un bon gendarme pour nous. En Côte d'Ivoire idem, Houphouët-Boigny a volé son peuple, on y a construit une belle basilique.

Radio-Libertaire : Est-ce que certaines affirmations ont suscité des réactions particulières des personnalités au pouvoir ?

Gilles Perrault : Evidemment, je suis perçu comme un perturbateur. Mais c'est leur problème... Aujourd'hui, on ne peut plus tergiverser. C'est fini. J'ai fait du chemin avec les socialistes aujourd'hui au pouvoir. Depuis 1981... Non. J'ai voté pour eux. Maintenant c'est fini... Il y a le Maroc. Il y a eu la guerre... Non Je n'aimerais pas être dans la peau d'un militant socialiste en ce moment.

Radio-Libertaire : Crois-tu que c'est un avis partagé ?

Gilles Perrault : Oui, je crois... Regardez dix ans de socialisme. Le chômage : qui se bouge ? La société encore plus inégalitaire, Le Pen... Il nous manquait la guerre... Ils l'ont faite !

« Ras-les-murs »

LITTÉRATURE SUISSE

Ecrivains en partance

En l'espace de trois mois, la Suisse vient de perdre ses deux plus grands écrivains. Ce fut en décembre dernier Friedrich Dürrenmatt, le romancier-dramaturge mondialement connu, notamment pour sa *Visite de la vieille dame*. En guise de testament, il nous avait laissé sous forme de lettre ouverte à l'adresse du président tchécoslovaque Vaclav Havel, le résumé de sa vision peu flatteuse de l'Helvétie : une prison intérieure dont les habitants jouent à tour de rôle les victimes consentantes et les geôliers zélés.

Dans la nuit du 3 au 4 avril, c'est Max Frisch, autre conscience vivante de ce pays qui s'en est allé à la veille de ses 80 ans. La perte pour la littérature, germanophone d'abord, mondiale ensuite, est immense. Des titres tels que *L'Homme apparaît au quaternaire*, *Stiller*, *Barbe-bleue*, *Homo Faber* ou encore son célèbre *Triptyque* ont été universellement acclamés (presque tous les livres de Frisch ont paru en traduction française chez Gallimard).

Mais ce n'est pas qu'un très grand écrivain qui disparaît avec Max Frisch, c'est également un homme libre au vrai sens

du terme. Depuis la dernière guerre, il n'a cessé de remettre en question nos valeurs, notre passé historique et les fondements même de l'existence. Comme il fallait s'y attendre, dans ce pays où la critique est plus souvent ressentie comme une activité anti-suisse, plutôt que comme un acte constructif, l'établissement lui a voué une haine féroce. Ses prises de positions politiques, l'ironie sarcastique qu'il mettait au service de ses attaques contre tous les tabous, sa

armée, un palabre, texte qui a été aussitôt traduit dans trois des quatre langues et joué par les meilleurs théâtres du pays. Il s'agit d'un entretien autour de l'armée suisse entre un grand-père et son petit-fils où Frisch réaffirme son idée que l'armée n'est rien d'autre que le garde du corps de la bourgeoisie.

Avec une pugnacité jamais démentie, Max Frisch a inlassablement répété cette même question : l'utopie, peut-elle avoir sa place dans notre démocratie ; celle-ci pourrait-elle être autre chose que cet équilibre entre groupes de pression, mâtiné de folklore ? Est-ce seulement possible en régime de « capitalisme réellement existant » ? Pour des anarchistes, la réponse est évidente. Elle le semble beaucoup moins pour l'écrasante majorité de ce pays. Sans cela, comment expliquer que les institutions qui, en tant que telles, permettraient de tout changer se révèlent à ce point incapables de faire bouger les choses, ou plus simplement, à induire une véritable prise de conscience ? Mais c'est là un autre débat.

« L'Helvétie : une prison intérieure... »

dénonciation inlassable de l'ordre établi et, au premier chef, son dégoût profond de la mentalité et de l'existence bourgeoise, ont rendu ses adversaires d'autant plus furieux qu'on ne pouvait lui dénier ses qualités de grand écrivain, attestées par la notoriété dont il jouissait dans le monde entier.

Son dernier livre, Max Frisch l'a écrit pour son pays au moment où la campagne visant à la suppression de l'armée battait son plein. Ce fut *Suisse sans*

De notre correspondante helvétique

« Art et anarchie » avec Radio-Libertaire

Expo-vente au CRIME
(33, rue de Charonne, Paris 11^e)
du 27 avril au 4 mai.
Vernissage le 27 avril, à 16 h.

avec des œuvres de :
Leijs, Aubert, Bouret, Kwost, Putov, Till-Maria, Strubel, Moreau, Kurbrajec, Mayeras, Butti, Shandor, Kliaving, Midnight & Stress, Koller, Livartowski, Cabu, Freestone, Les-Rats-Totem, With, Zeimert, Dassonval, Majera, Lemant, Beguin, Resame, Thomas-Roudeix, Teneze, Trumel, Pouppeville, Surface-Active, Pilar, Clément, Saban, Starck, Wender, Hastaire, Bernard, Bonnier, Gatard, Moro, Bignolais, Decock, Karavousi, Lakeridou, M.L.F. Menguihi, Crestou, Gaussoit, Bhavsar, Schalk, Bertalau; Lung, Zunino, Castoldi, Perrot, Yanckel, Dray, A. Robert, Attali, De Lavau, Parre, Chabot, Schurder, Tammam, Bazas, Dragan, Pontet, Reinaldo, Al Paul, Goyeneche.
La revue « Plages ».

Colloque à l'AGECA
(177, rue de Charonne, Paris 11^e)
le 4 mai, de 14 h à 19 h.

avec :
Roger Dadoun (écrivain), Pietro Ferrua (CIRA de Lausanne), Yves Guerre (théâtre de l'Opprimé), Pierre Souchard (revue « Artension »), Gérard Bignolais (sculpteur), André Massin (graphiste), Nicole Crestou (sculpteur), Jean Stark (peintre), René Strubel (peintre), Henri Schurder (peintre), Christian Zeimert (peintre), Michel Ragon (écrivain), Thierry Maricourt (écrivain), Hervé Trinquier (TLP-Dejazet), André Robert (peintre), André Chabot (plasticien), Jacques Bouche-Mullet (philosophe), Théophile (poète), Jean-Claude Richard (éditeur), Jacques Vallet (écrivain), Alain Jouffroy (critique d'art), Julien Blaine (poète), Al Paul (artiste) et Gaetano Manfredonia (historien).

NOTES DE LECTURE

« Du "Grand soir" à l'"alternative" » Alain Bihr, Les Editions ouvrières

Il y a quelques années, il était possible - même si cela manquait de pertinence - de parler de petit coup de froid conjoncturel et de se contenter d'attendre que les choses se tassent. Mais aujourd'hui - les faits s'entêtent - il n'en va plus de même.

L'effondrement militant, la désyndicalisation galopante, la dépolitisation pétaradante, une crédibilité en chute libre, une légitimité en liquidation judiciaire... sont, en effet, des signes qui ne trompent pas : le mouvement ouvrier européen est en crise, et la crise est profonde. Si profonde, que bon nombre de ses parasites attirés préfèrent se voiler carrément la face et que d'autres - société post-industrielle, montée des classes moyennes, libéralisme, consensus... obligent - ne se lassent plus de répéter qu'il s'agit là de la crise finale de ce mouvement.

Est-il besoin de le préciser, Alain Bihr n'étant ni de ceux qui portent des lunettes noires sur l'intelligence ni de ceux qui transbahutent sans cesse leur gamelle au gré du vent, le regard qu'il porte dans ce livre sur la crise du mouvement ouvrier ne peut qu'intéresser tous ceux qui ne désespèrent pas de changer les choses et qui, pour ce faire, cherchent à en comprendre le pourquoi et le comment.

Pour lui, cette crise du mouvement ouvrier est avant tout la crise de son « modèle social-démocrate ». Un modèle incluant le léninisme et ayant « comme pierres angulaires », l'« économicisme, l'étatisme, et le réformisme évolutionniste ».

Ce modèle, nous dit-il, s'est épanoui dans le cadre du « compromis fordiste », d'une certaine intégration du mouvement ouvrier au système capitaliste et d'une « massification du prolétariat », et la crise qui le ronge aujourd'hui résulte de la rupture du compromis fordiste, de la fragmentation du prolétariat, de la transnationalisation du capital, de la crise écologique, d'une crise de sociabilité et d'une crise culturelle.

Prise séparément, chacune des explications et des analyses, qui sont avancées pour tenter d'expliquer la crise du mouvement ouvrier européen, ne soulève guère d'objection majeure et pour ma part j'y sous-

cris volontiers. Mais dès lors qu'on s'attarde un peu sur la logique d'ensemble qui sert de liant à ces analyses, il n'en va plus tout à fait pareil.

« Bizarrement », en effet, bien que conscient « qu'un mouvement social ne repose pas seulement sur un ensemble de conditions objectives mais aussi sur une subjectivité (une volonté et une représentation) commune, structurée par un code significatif (une idéologie) » Alain Bihr évacue complètement ce côté des choses, comme d'ailleurs toute problématique politique. Et c'est gênant, car qui peut nier que le mouvement ouvrier ait construit sa cohérence, et donc la crise qui le mine aujourd'hui, sur l'idéologie dominante en son sein, à savoir le marxisme ou tout au moins un certain marxisme ? Et qui peut nier que les événe-

« C'est une réflexion moderne. Démystifiante, quand elle prend parti pour l'"alternative" contre le « grand soir », (...) quand elle s'élève contre le mythe de la grève générale insurrectionnelle »

ments politiques comme la victoire des bolcheviks en URSS ou la défaite de la Révolution espagnole n'aient pas été déterminants du point de vue de cette domination ?

Bref, à l'issue des 180 premières pages de ce livre, on a le sentiment, malgré le sérieux et la qualité du travail d'analyse de l'auteur, d'être invité une énième fois à danser la robuste bourrée du sens de l'Histoire et on se prend à redouter la suite.

Or, divine surprise, la dernière partie de ce livre qui s'intitule « Les voies du renouveau » est carrément somptueuse. Alain Bihr, en effet, commence par définir un certain nombre d'objectifs : « travailler tous, travailler moins, travailler autrement », « avancer dans la voie du dépérissement du salariat », « réorienter la production sociale », « développer une sociabilité alternative » et « desserrer l'étouffement de l'ordre capitaliste mon-

dial ». Ensuite, il s'attache à élaborer une stratégie susceptible de mener à ces objectifs et il insiste notamment sur la nécessité de tirer parti des contradictions du système ; sur celle, par exemple, de mener une offensive contre l'Etat visant à le délégitimer, à le court-circuiter et à en neutraliser la violence répressive. Enfin, conscient qu'objectifs et stratégies ne s'atteignent et ne se mettent en place que grâce à certains moyens, il consacre un chapitre aux organisations à construire ; cette reconstruction devant, pour lui, s'articuler autour du fédéralisme, d'un renouveau du syndicalisme-révolutionnaire, d'une autonomie des mouvements sociaux spécifiques et d'un pôle d'avant-garde.

Comme on le voit tout ce travail de réflexion, qui se vautre avec un plaisir non dissimulé dans le subjectif, brise avec le préchi-précha qui tient lieu de « prêt-à-penser » à bon nombre d'épiciers et d'épicières révolutionnaires. C'est une réflexion moderne. Démystifiante, quand elle prend parti pour l'"alternative" contre le « grand soir », quand elle redéfinit un syndicalisme-révolutionnaire débarrassé de sa prétention à être « l'embryon de la société post-révolutionnaire », et quand elle s'élève contre le mythe de la grève générale insurrectionnelle. Provocatrice, bien sûr, quand elle aborde le problème de l'avant-garde (mais avec quelle pertinence). Décapante, donc.

Certes de-ci, de-là, il y a bien quelques « bizarreries » du genre : « C'est précisément pour que ces compromis soient aussi avantageux que possible pour le mouvement ouvrier qu'il faut essayer d'investir l'appareil d'Etat et d'abord ses pouvoirs périphériques pour en faire autant de remparts préservant les acquis des luttes antérieures », ou « nul ne doit pouvoir vivre en oisif parasite au crochet de la société », mais comme dit le proverbe : un seul pet ne suffit pas à gâcher un bon repas.

Or, c'est un bon repas que ce livre qui est un des rares à aborder la problématique du mouvement ouvrier d'une manière moderne et surtout... pleine de perspectives.

Jean-Marc Reynaud

DISQUE

Elisabeth chante la paix

Certes, « Dame Anarchie » a son Villon, son chantre, sa « gueule » de grand Léo... qui ne vieillira jamais (pas plus que la muse qui l'inspire). Mais *Anarchie ma blanche* (comme l'appelle Christian Paccoud) aime aussi les jeunes pousses, ardentes, exigeantes, ignorantes (et ignorées) du « Top 50 ». Elisabeth est une de celles-là. Longue silhouette brune, pantalonnée de noir, s'accompagnant sur scène à la guitare ou à l'accordéon, elle dédaigne artifices, volants, chichis. Une voix grave, et bien timbrée, celle peut-être de la farouche Marthe du *Canon Fraternité*, vibrante incarnation de la Commune, telle que l'a imaginée Chabrol ; une diction impeccable qui ne laisse rien ignorer d'un texte écrit pour elle par un chansonnier-poète, Gaston Couté de notre temps, qui, sous le pseudo de Guimou (Roland Hénauld) écrit en « anarcho-quelque chose » comme M. Jourdain, en prose. « Comment ne pas être anarchiste, dans un monde pareil... »

Pour son premier disque de « pro » (qu'elle diffusera en soutien exclusif à

l'Union pacifiste), Elisabeth a choisi dix titres, quelques uns encore inédits, en antidote à « la vacherie humaine dont l'armée est une composante essentielle ». Abandonnant son accompagnement habituel d'accordéon ou de guitare, sa voix s'enveloppe d'un habillage orchestral aux rythmes tantôt éternels, tantôt nouveaux, de reggae, de rock ou de blues, et évoquant, selon les textes, l'« Opéra de quat'sou » ou les « Vian » les mieux inspirés (arrangements et direction musicale Yves Sultan).

Disque compact et cassette sortent dans le courant du mois de mai. Vous pouvez les commander aux prix de souscription durant quelques semaines encore (disque compact : 110 F et cassette : 75 F franco de port), ceci à l'Union pacifiste (1). Ne tardez pas !

Francisca Martinez (UPF)

(1) Union pacifiste, 4, rue Lazare-Hoche, 92100 Boulogne. Chèque à l'ordre de « Union pacifiste », CCP 3964-01 Paris.

THEATRE

« La Noce chez les petits-bourgeois »

Le marié de *La Noce chez les petits-bourgeois* fabrique lui-même son mobilier, avec le même sens du devoir et le même acharnement que met l'Allemagne vaincue et ruinée à se reconstruire. Le jeune couple qui doit assurer le renouveau de la société allemande se retrouve au baisser du rideau seul dans un univers de nouveau détruit : pas un meuble n'a résisté à l'usage. Au passage, les valeurs censées assurer la viabilité de l'existence (virginité, sens du travail et de l'épargne, honorabilité, etc.) auront, comme les meubles, volé en éclats.

Si les valeurs morales de la toute petite bourgeoisie allemande du début du siècle se profilent derrière l'humour décapant de Brecht, quel bonheur et quel effroi mêlés à constater que 70 ans plus tard, n'est-ce pas... ?

Malgré (ou à cause de) la guerre, la solution finale, la bombe, la lune, la pilule, etc., la virginité fait bien sourire, mais l'on se marie toujours en blanc et si l'on ne fabrique plus ses meubles on les achète en kit pour les monter soi-même... Les mêmes valeurs étriquées sous les oripeaux de la modernité ? Une pièce marxiste, en somme, mais plus que jamais tendance Groucho.

J.C.

« La Noce chez les petits-bourgeois », de Bertholt Brecht, théâtre de la Main d'Or/Belle de Mai (15, passage de la Main-d'Or [M^e Ledru-Rollin], 75011 Paris. Tél. : 48.05.67.89. Jusqu'au 5 mai (mardi au samedi à 20 h 30 et dimanche à 15 h).

RENDEZ-VOUS

AURILLAC

Une liaison de la Fédération anarchiste existe à Aurillac. Les personnes intéressées peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

CACHAN

Une liaison existe à Cachan. On peut la contacter en écrivant aux Relations Intérieures, qui transmettront.

CHAMBERY

Le groupe La Sociale organise une conférence-débat : « IVG et contraception, les acquis menacés », avec Thyde Rosell et le Planning familial, le 26 avril, à 20 h 30, au Centre socio-culturel, rue du Pré-de-l'Ance, à Chambéry-le-Haut.

LILLE

Suite à la restructuration du Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (CCL), celui-ci est désormais géré par une vingtaine d'adhérents individuels et quatre organisations : CNT-AIT, groupes et militants FA, l'association gay « Les Flamands roses », et l'AZADEL (association zairoise).

Quant à la « Voix sans maître » (tous les vendredis de 20 h 30 à 22 h sur Radio-Campus - 91.4), elle est planifiée de la façon suivante :

- 1^{er} vendredi du mois : « Les Flamands roses » ;
- 2^e vendredi : la CNT-AIT ;
- 3^e vendredi : l'AZADEL ;
- 4^e et 5^e vendredi : FA ou CCL.

Bien sûr, un temps d'antenne reste consacré chaque semaine aux activités spécifiques du CCL. De même, les « Flamands roses » conservent leur chronique hebdomadaire de 21 h 45 à 22 h...

NANCY

Le groupe Jean-Roger-Caussimon peut être contacté lors de la vente du *Monde libertaire*, qui se tient tous les dimanches à partir de 11 h sur le marché de Vandœuvre.

NICE

Le groupe FA vous donne rendez-vous sur la place Saint-François, à 9 h 30, à l'occasion du défilé du 1^{er} Mai. Après la manif, un pique-nique est organisé sur la colline du Château.

PARUTIONS

ENVELOPPE

Radio-Libertaire vient d'éditer des enveloppes (format : 11X22) dotées du logo conçu pour les dix ans de la radio. Prix : 1,50 F l'unité, 1,30 F au dessus de 10 et 1 F au dessus de 100. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

AFFICHE

Avec le retour des feux de l'actualité sur les problèmes des villes et de l'immigration, le groupe Cafiero encourage les bonnes volontés militantes dans ce domaine. Il solde à moitié prix son affiche « Contre les ghettos et les machos, entraide contre la galère du racisme », qui est illustrée par des fillettes turques dansant dans une salle d'école française. Couleur : noir et rouge. Moyen format. Prix : 0,70 F au-dessus de 10, 1 F au-dessus de 50 et 2,50 F l'unité. Chèques à libeller à l'ordre de Publico.

AUTOCOLLANT

Le « A » cerclé rouge sur fond noir qu'édite le groupe Région-toulonnaise est à nouveau disponible. Prix : 2,30F l'unité (port compris), à partir de 25 exemplaires commandés. Chèques à l'ordre de Nappi. CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

Messieurs les Représentants du ministère de la Culture, Madame la Directrice du Centre national d'art et de la culture Georges Pompidou, Messieurs les Notables, Messieurs les Organisateurs de l'Exposition André Breton

PENDANT que la tribu littéraire et artistique grouille et s'affaire sur Rimbaud, vous prenez, paraît-il, la responsabilité d'inaugurer pour la première fois une exposition à la mémoire d'André Breton et du surréalisme et d'organiser à ce propos quelques petites fêtes parisiennes. Vu la sollicitude des talons roses du gouvernement socialiste pour la chose culturelle, et pour la poésie en particulier, la consécration officielle ne manquera pas à votre entreprise, nous nous en portons garants. M. Jack Lang, protecteur des Arts et des Lettres, n'a-t-il pas déjà régalié ses collègues du Conseil des ministres d'un poème de Rimbaud, pour réduire sa victime impuissante à une image grotesque dans un ignoble endroit ?

Peut-être même réussirez-vous à déranger M. François Mitterrand, à le distraire, ne fût-ce qu'un instant, des soucis que lui donnent ses protégés africains et le roi du Maroc, à réveiller en lui le lettré qui a disparu un peu ces derniers mois derrière le pourvoyeur de soldats du droit.

Vous avouerez, Messieurs, que l'occasion était bien choisie en ces temps de guerre néo-coloniale de se laisser aller au délire hagiographique, ceux que vous célébrez n'ayant eu pour ces pompes que des gestes de dégoût et des paroles de haine et ne pouvant jouir à jamais de l'écume d'une gloire toute contraire à celle des écrivains qui se prêtent à ces canalisations. Après Rimbaud, déjà mis à rude épreuve en 1927, c'est à notre tour de recevoir le coup de pied de l'âne. Il est vrai que vous ne savez pas ce qu'est la Révolution surréaliste et de nouveau vous le lui faites bien voir.

Pour vous, la révolte ne se conjugue qu'au passé, sur le mode institutionnel. C'est une marchandise comme une autre, qui s'expose avec les autres. Dans les vitrines, elle ne risque pas, en effet, d'atteindre les actuels représentants de l'Ordre établi et ses chantres (...).

Le tableau d'une telle exposition est clair : la révolution surréaliste, plurielle, radicale, irréductible, et animée par une volonté collective de rupture totale avec le pouvoir, tous les pouvoirs, disparaîtra, écrasée sous le poids artistique du surréalisme représenté opportunément par un seul d'entre nous. Comme bien des « grands hommes » que le souci de passer à la postérité a pris au piège, André Breton, écrivain français -

1er Mai à Fourmies

1^{er} Mai 1891, l'armée tire sur le peuple à Fourmies
1^{er} Mai 1991, manifestation à 10 h/10 h 30 sur la Grand'place de Fourmies

A l'occasion de cette commémoration, à Lille, rendez-vous dès 8 h 30, devant la Maison de la Nature et de l'Environnement (23, rue Gosselet), pour un départ à Fourmies... où rendez-vous sur place à 10 h.

Permettez !

reste debout qu'une idée morale, à savoir par exemple qu'on ne peut être à la fois ambassadeur de France et poète ». Idée que ne peuvent évidemment concevoir, en ces temps d'abaissement volontaire, ceux qui ont choisi de penser couchés - littérateurs, artistes et critiques à la page, croquemorts de l'institution universitaire et du CNRS.

Même si nous n'avons pas su tenir jusqu'au bout la promesse de révolte absolue, d'insoumission totale, de refus brûlant de ces embaumements sinistres, même si nos rendez-vous politiques et artistiques nous ont menés loin de nos engagements initiaux et mis à la merci des récupérateurs modernes, ce qui est au cœur de notre révolution culturelle témoigne-t-elle toujours contre vous. C'est encore Breton qui invite la jeunesse à passer outre, fût-ce en abandonnant là où son élan s'est brisé, car ce n'est pas un homme, dit-il, dont la révolte se canalise et s'épuise qui peut éveiller cette révolte de gronder (...).

Voici donc Rimbaud et Breton unis dans la même infortune de devoir subir vos embrassements commémoratifs. Mais peu nous importe que l'on inaugure des expositions en notre honneur, que l'on édite dans la Pléiade nos Œuvres complètes, que les fossoyeurs du surréalisme, détrousseurs de célébrités et déterreurs d'archives, nous étouffent dans les catalogues du prêt-à-penser, que l'on nous exhibe demain sur les tréteaux culturels de l'Europe du capital, que l'on tire quelque parti que ce soit des intelligences les plus subversives puisque leur venin merveilleux continuera à s'infiltrer éternellement dans l'âme des jeunes gens pour les corrompre ou pour les grandir. Et puisque cette exposition a été conçue et organisée au même moment où « la France » se plaçait à la remorque des Etats-Unis pour mener à bien une entreprise néo-coloniale abjecte et inaugurer ainsi l'ordre nouveau impérialiste, qu'il soit dit que, chez nous, dans ces pages, à cette place, très consciemment, nous conchions l'armée française dans sa totalité. Nous souhaitons de toutes nos forces

« Mais peu nous importe (...), que l'on nous exhibe demain sur les tréteaux culturels de l'Europe du capital, que l'on tire quelque parti que ce soit des intelligences les plus subversives... »

rel, livreraient à la spéculation nos œuvres transformées en icônes infensives. Breton ne s'est-il pas rendu justice avant l'heure en jugeant Rimbaud « coupable devant nous d'avoir permis, de ne pas avoir rendu tout à fait impossible certaines interprétations déshonorantes de sa pensée, genre Claudel » ? C'est aujourd'hui un poétique de galerie qui, non content d'avoir mis Artaud et Rimbaud à contribution, se pousse du col en annonçant l'éloge funèbre du Maître dans le *Magazine* du Centre Pompidou. Cet ex-conseiller culturel à l'ambassade de France au Japon n'a pas dû recevoir notre « Lettre ouverte à M. Paul Claudel, ambassadeur de France au Japon » ! Nous n'avons pas alors raté l'occasion de nous « désolidariser de tout ce qui est français, en paroles et en actions », pour déclarer qu'« il ne

SOMMAIRE

PAGE 1 : Le 1^{er} Mai... manifestations pour l'égalité sociale et l'entraide, Editorial.
PAGE 2 : « La guerre qu'on voit danser... » avec Alain Gresh.
PAGE 3 : Kurdistan : histoire d'une oppression, Soutien aux demandeurs d'asile en grève de la faim à Bordeaux, Sélection R-L.
PAGE 4 : Les institutions de placement, Le port de l'uniforme, ou la bêtise désignée, En bref.
PAGE 5 : Civeaux : le nucléaire renait de son pourrissement, Expulsion : la Mouette reuse perd son nid, « Libravou », « socialistes » : deux poids, deux mesures, Création d'une agence de presse alternative.
PAGE 6 : Mali : regard sur l'après-Traoré, Lausanne (Suisse) - Marseille : où joindre le CIRA, Infos bulgares, Hassan II... le despote aux mains rouges.
PAGE 7 : Ecrivain en partance, Notes de lecture sur « Du "Grand soir" à "l'alternative" », Disque : Elisabeth chante la paix, Théâtre : « La Noce chez les petits-bourgeois ».
PAGE 8 : Permettez !, Le dessin de la semaine, Infos FA.

que les révolutions, les guerres de classes et les insurrections viennent anéantir cette civilisation occidentale dont vous défendez jusqu'en Orient la vermine ; et que soit réduit à néant le musée dans lequel on s'apprête à négocier ignoblement notre gloire grâce aux prébendes dispensées par les crasseux ministres de la Cinquième République.

Pour la Révolution surréaliste :

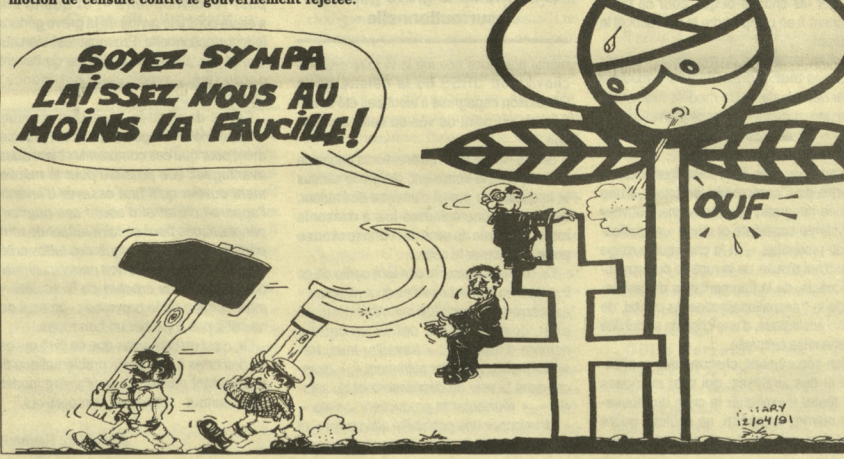
- Maxime Alexandre, Louis Aragon, Arp, Jacques Baron, Pierre Bernard, Jacques Boiffard, André Breton, Jean Carrière, Robert Desnos, Marcel Duhamel, Paul Eluard, Max Ernst, Jean Genbach, Camille Goemans, Paul Hooreman, Michel Leiris, Georges Limbour, George Malkine, André Masson, Max Morise, Pierre Naville, Marcel Noll, Paul Nougé, Benjamin Péret, Raymond Queneau, Georges Sadoul, Yves Tanguy, Roland Tual, Pierre Unik.

Antonin Artaud nous fait savoir qu'il s'associe pleinement à cette entreprise de légitime défense.

Paris, octobre 1927-avril 1991

Le dessin de la semaine

Affaire Jean-Pierre (enquête sur les fausses factures du PS) : motion de censure contre le gouvernement rejetée.



le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérenté à l'IFA

ISSN 0026-9433

25 AVRIL AU 1^{ER} MAI 1991

N° 825

10,00 F

PREAMBULE

Introduction aux différents textes de présentation du congrès de l'IFA

A l'occasion du 1^{er} Mai nous vous présentons ici les textes et motions adoptés lors du congrès de l'IFA en novembre de l'année passée. Ce retard étant pour grande partie dû à l'activité guerrière dans le golfe qui nous a beaucoup occupé. Le précédent congrès de l'IFA avait eu lieu à Paris en 1986. Quatre ans après, les fédérations adhérentes à l'IFA ont réaffirmé la nécessité de contacts plus étroits entre les anarchistes du monde entier. Tous les participants ont été d'accord pour affirmer le besoin pour notre organisation de développer ses contacts et d'aider, là où cela est possible, à la mise en place d'une organisation anarchiste. Face à un monde capitaliste de plus en plus arrogant, guerrier, voire mystique, il devient de plus en plus urgent pour tous les anarchistes de s'organiser. Les anarchistes ont toujours rejeté les frontières ; face au nationalisme, ils se disaient internationalistes. L'heure n'est plus uniquement aux rencontres sporadiques mais à la construction effective de cet idéal qui est le nôtre, non pas uniquement au niveau d'une région, d'un pays, mais au niveau de la terre entière. Une révolution sera d'autant plus fragile qu'elle sera seule face aux différents gendarmes du monde avec leurs énormes machines guerrières. Ensemble, aux quatre coins du globe, nous pourrions développer plus de moyens, échanger nos idées, nos critiques, nos expériences : mettre sur pieds notre idéal commun et le faire connaître. Nous appelons tous les anarchistes à multiplier les contacts entre eux afin d'apprendre à mieux se connaître, à vivre et à travailler ensemble. L'IFA peut être un outil pour développer l'anarchisme, cela ne dépend que de nous tous.

Le secrétariat

VALENCE (ESPAGNE) - 1^{ER} AU 4 NOVEMBRE 1990

Congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA)

PACTE ASSOCIATIF DE L'IFA

PREAMBULES

L'IFA est une organisation internationale de fédérations anarchistes qui se rattache, par son pacte associatif et son action, aux principes de la 1^{ère} Internationale anarchiste qui s'est constituée à Saint-Imier en 1872.

L'IFA lutte pour :

- abolir toute forme d'autorité qu'elle soit économique, politique, sociale, religieuse, culturelle ou sexuelle ;
- construire une société libre, sans classes ni Etats ni frontières, fondée sur le fédéralisme libertaire et l'entraide.

L'action de l'IFA se basera toujours, tant aux plans pratique que théorique, sur l'action directe, contre le parlementarisme et le réformisme.

Les fédérations, adhérentes à l'IFA, s'engagent à développer entre elles la solidarité la plus efficace dans tous les domaines ; à coopérer et coordonner toute initiative ; à fournir une aide régulière à l'IFA et à son secrétariat ; à développer, à l'échelle mondiale, l'action anarchiste.

Chaque fédération étant autonome dans sa propagande et son développement.

ADHESIONS ET DEMISSIONS

Pour adhérer à l'IFA, une fédération doit :

- se reconnaître dans son pacte associatif et son action définis dans les congrès ;
- présenter sa demande d'adhésion au secrétariat qui s'engage à la communiquer à tous les membres de l'IFA. En l'absence d'opposition, de la part des fédérations adhérentes, formulée dans l'espace de 6 mois, l'adhésion devient immédiatement effective. Elle devra être ratifiée, à l'unanimité, par le congrès suivant. En cas d'opposition, seul le congrès peut réexaminer la demande d'adhésion.

L'adhésion implique le versement d'une cotisation dont le montant est déterminé en congrès.

L'IFA souhaite l'existence d'une seule fédération anarchiste par pays, mais, ne reconnaissant pas la géographie politique imposée par les Etats, accepte la formation d'autres fédérations à l'intérieur d'un même territoire, dans le cas où la fédération déjà adhérente ne formulerait pas d'opposition.

L'IFA accepte l'adhésion de fédérations pluri-nationales qui entendent, de cette manière, développer, à l'intérieur d'aires géographiques et/ou linguistiques



contigues, la pratique de l'internationalisme anarchiste.

En cas de constatation, par le secrétariat, de non activité durable et confirmée de la part d'une fédération adhérente à l'IFA, celui-ci s'engage à en informer tous les membres de l'IFA. En l'absence d'opposition de la part des fédérations adhérentes, formulée dans l'espace de 6 mois, la démission sera considérée effective. Elle devra être ratifiée, à l'unanimité, par le congrès suivant. En cas d'opposition, seul le congrès peut réexaminer cette démission.

Au cas où une reprise d'activité serait constatée, cette fédération peut proposer sa candidature à l'IFA, conformément au pacte associatif.

En l'absence d'organisation fédérée au niveau national, peuvent adhérer à l'IFA aussi des groupes qui s'engagent, à l'intérieur de leur territoire de référence, à créer une fédération. Cette adhésion ne pouvant être que provisoire, les fédérations de l'IFA se réservent le droit, dans le cadre de leur congrès, de reconsidérer cette adhésion si elle n'a pas encore débouché sur la constitution d'une fédération. La nouvelle fédération doit faire sa demande d'adhésion à l'IFA.

CONTACTS INTERNATIONAUX

L'IFA entretient des liens cordiaux avec l'ensemble du mouvement libertaire mon-

dial dans sa lutte contre toutes les formes et structures de domination (échanges d'informations, solidarité, etc...) et peut inviter ses délégations à assister à ses travaux.

LES CONGRES

L'IFA se réunit en congrès au moins tous les 3 ans.

Le congrès décide des orientations et des axes d'action de l'IFA à l'unanimité.

Un an avant sa tenue, une réunion, du secrétariat avec les personnes chargées des relations internationales des différentes fédérations, définira l'ordre du jour, la date et le lieu du congrès de l'IFA.

Le congrès délibère sur les initiatives de l'organisation et confie, à l'unanimité, le secrétariat de l'IFA, chargé de mettre en application les mandats du congrès, à une fédération adhérente qui nommera ses membres.

LE SECRETARIAT

Le secrétariat, en outre, a pour tâche de prendre soin des relations avec les personnes chargées des relations internationales au sein des différentes fédérations adhérentes, qui se réuniront conjointement et/ou par aire géographique, au moins tous les 6 mois.

Le secrétariat représente l'IFA et a pour tâche d'œuvrer à la fois à son rayonnement et à son développement.

En outre :

- Il stimule les contacts et le débat interne de l'IFA.

- Il signale les cas pour lesquels il est nécessaire de développer l'entraide internationale.

- Il édite un bulletin fédéral, point de référence, pour la correspondance et le débat interne de l'organisation.

- Il s'occupe de l'édition de matériel de propagande, portant sur les résolutions et l'action de l'IFA.

- Il perçoit et gère les cotisations que les fédérations versent régulièrement pour le soutien de l'activité de l'IFA.

- Il rend compte de ses activités et de l'exécution de son mandat.

Le secrétariat se présente démissionnaire devant le congrès.

RESPECT DU PACTE ASSOCIATIF

Le non-respect des engagements matériels et éthiques qui précèdent, constitue une remise en cause, de fait, de l'adhésion à l'IFA qui sera ratifiée par le congrès suivant.

MODIFICATION DU PACTE ASSOCIATIF

Toute proposition de modification du présent pacte associatif doit être portée à la connaissance de toutes les fédérations adhérentes, au moins un an avant le congrès qui devra l'examiner.

TEXTE ADOPTE AU CONGRES

Position des anarchistes sur le mouvement ouvrier

L'INTERNATIONALE des fédérations anarchistes constate que le mouvement organisé joue un rôle prépondérant non seulement dans le développement des revendications immédiates mais aussi dans la création, au sein de la société capitaliste, de préfigurations des formes révolutionnaires de la société future.

En Espagne et dans d'autres pays qui ont traversé des périodes révolutionnaires, les syndicats furent les instruments les plus efficaces pour la construction sociale.

Les faits historiques montrent que même quand le syndicalisme se limite à une fonction de pure défense des intérêts de la classe ouvrière, celui-ci s'affronte au capitalisme et à l'Etat, et qu'il se voit obligé de faire face à des situations révolutionnaires.

Nous devons aussi souligner la situation d'une bonne partie du mouvement ouvrier tombé, dans de nombreux pays, dans le collaborationnisme d'Etat ou dans des formes plus aiguës du réformisme qui, de fait, ont converti les syndicats en instruments de l'Etat et du capitalisme privé ou étatique. Certains syndicats illustrent bien ceci qu'ils soient d'Europe de l'Est, des Etats-Unis, des diverses républiques d'Amérique du Sud ou d'autres pays. Nous devons ajouter la dépendance dans laquelle se trouvent de nombreuses centrales syndicales, dirigées et dominées, les unes par les partis politiques, les autres par l'Eglise.

L'IFA déclare que les anarchistes n'ont jamais joué, dans les organisations syndicales, un rôle directeur, pas même dans les pays où ils ont pu créer des organisations ou des syndicats anarcho-sindicalistes. Les anarchistes oeuvrent comme manuels et intellectuels au sein des syndicats en tentant de convaincre les travailleurs par la propagande et l'exemple, les orientant dans un sens révolutionnaire, leur montrant le chemin à suivre pour parvenir à l'émancipation intégrale, respec-

tant toujours la pleine indépendance des organisations.

En ce sens, il est important de reconnaître l'oeuvre réalisée par les organisations syndicales en Espagne, en Bulgarie, en Italie, en Argentine, en France (n'oublions pas que la CGT fut fondée par les syndicalistes révolutionnaires) et dans d'autres pays avant la première guerre mondiale. L'AIT, continuatrice de la Première Internationale, même amoindrie par la destruction de quelques unes de ses sections par le fascisme et l'autoritarisme, reste à défendre les principes et les tactiques de cette Première Internationale, seule organisation à caractère syndical international qui ait échappé aux déviations réformistes ou totalitaires.

Les anarchistes et le partage du monde

L'IFA engage ses sections adhérentes à participer aux luttes ouvrières sous les formes correspondant à la réalité de chaque pays. Cette participation ne peut être développée que sur la base des principes généraux de l'anarchisme, c'est-à-dire action directe, fédéralisme et finalité de révolution sociale libertaire.

Le principe d'action directe est entendu comme la solution des conflits entre capital et travail et doit être traitée directement entre patrons et ouvriers sans la médiation d'une quelconque bureaucratie ou autorité. Partant de ce principe, l'IFA conseille aux compagnons des différentes sections de ne pas réaliser de travaux de gestion ou bureaucratiques rémunérés, au sein des syndicats.

A partir des situations dans lesquelles sont engagées les sections de l'IFA, l'action pourra prendre les formes suivantes :

- action dans les syndicats anarcho-sindicalistes membres, de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) ;
- action non bureaucratique dans

d'autres organisations syndicales avec l'objectif de développer les conceptions anarcho-sindicalistes ;

- action dans les comités de lutte, conseils ouvriers et organisations de chômeurs et de précaires, avec l'objectif de créer un mouvement autonome autogestionnaire.

Les sections de l'IFA ne perdent pas de vue la nécessaire solidarité vis-à-vis des compagnons des autres sections de l'IFA dans les luttes ouvrières qu'ils impulsent.

Les Fédérations de l'IFA les groupes et individus membres s'engagent à soutenir et à être solidaires des sections de l'AIT, ainsi que des mouvements sociaux qui peuvent se créer et qui développent des pratiques anarchistes au sein du mouvement ouvrier.

L'IFA constate : que quand les travailleurs sont réunis au sein d'organisations syndicales indépendantes et à finalité révolutionnaire et quand les anarchistes peuvent appuyer l'action ouvrière et impulser d'autres mouvements, alors il est possible de transformer la condition sociale des travailleurs et plus largement de tous les êtres humains.

Les anarchistes contre la guerre (extraits)

Jamais, comme dans cette année 1990, les puissances du capitalisme n'avaient eu autant besoin de la guerre. Dépouillées de la « menace communiste », en proie à une crise profonde des rapports internationaux et inter-impérialistes (voir la question allemande), au bord d'une crise économique aux conséquences inconnues, les puissances de l'Occident, Etats-Unis en tête, se sont lancées dans l'aventure du golfe Persique, exploitant au maximum l'occasion fournie par l'invasion irakienne du Koweït.

En effet, l'invasion du Koweït n'est que la dernière d'une série interminable de faits semblables : l'Histoire nous a toujours présenté de telles brutalités, qui font partie de l'essence même des Etats. D'ailleurs, bien d'autres invasions - telles celles des Palestiniens et des Kurdes, pour ne rester qu'au Moyen-Orient - sont passées complètement inaperçues aux puissances grandes et petites, comme aux Nations-Unies (...).

En tous cas, ceux qui vont profiter de l'état de guerre sont :

- les gouvernements, qui peuvent profiter d'un climat d'émergence pour la situation intérieure. Certains - dont l'Italie - se sont exprimés en termes favorables à la guerre, pour la première fois depuis 1945 ;
- les industries militaires vont pouvoir mettre en marche de nouveaux programmes de production ; les armées, une fois la crise passée, vont laisser une partie de leur équipement dans le désert ;
- les castes militaires vont augmenter leur pouvoir et bientôt militariser la société entière.

Ce sont toujours les mêmes qui vont trinquer : les enfants, les vieux, les pauvres, les faibles ; sur les lieux même de la guerre avec la famine, les camps de concentration (500 000 exilés), les maladies contagieuses (...)

C'est pourquoi nous faisons appel à tous pour s'opposer à tout projet de guerre en suggérant :

- d'apporter un maximum de soutien aux insoumis et aux déserteurs ;
 - un boycott de l'industrie de guerre ;
 - la grève dans les ports contre les nouveaux envois de matériels de guerre.
- Nous proposons une journée internationale de mobilisation contre la guerre (cette action reste à redéfinir).

La commission du congrès

Extraits du communiqué anti-guerre de l'Internationale des fédérations anarchistes

(...) Il n'y a pas de guerre propre, mais il existe l'exploitation, la domination, la soumission, le meurtre de l'homme par l'homme. L'invasion du Koweït par l'Irak ne fut rien d'autre que l'exercice du droit des fumeurs galonnés à annexer, piller, tuer et déporter les populations qui se trouvent sur leur passage.

Ce sont les peuples que le blocus de l'Irak frappe, non pas Saddam Hussein et sa cour, mais le petit peuple irakien, les centaines de milliers de travailleurs immigrés et ceux de l'ensemble des pays voisins qui éprouvent les plus grandes difficultés pour se nourrir. Des centaines de milliers, voire de millions de morts risquent d'apparaître : pour quoi et pour qui ? (...)

La situation est trop grave pour ne pas s'engager davantage dans la lutte contre la guerre. (...) Comment le faire sinon en nous engageant dans la lutte contre le gouvernement, tous les gouvernements, les parlements et l'ensemble des autorités nationales et internationales qui cautionnent la guerre ? Comment le réaliser sinon par l'insoumission civile et militaire, par la désobéissance, par la grève générale autogestionnaire et expropriatrice, par la mobilisation dans la lutte sociale et internationale contre eux, Etats, patrons, curés, qui quotidiennement nous mènent à la guerre, celle des riches contre les pauvres.

Il ne suffit pas de dire « C'est assez ! », encore faut-il se donner les moyens de faire barrage aux militaristes. Organisons-nous pour lutter ensemble contre le pouvoir, tous les pouvoirs.

Secrétariat de l'IFA (le 16.01.1991)

ITALIE

Activités anarchistes contre la guerre

L'OPPOSITION à la guerre s'est manifestée seulement à partir des premiers jours de janvier. Que des troupes italiennes soient envoyées pour la première fois depuis 1945 en dehors des frontières nationales pour des opérations de guerre engendrait désarroi et opposition dans une grande partie de la population. Population qui n'était pas préparée à se sentir « en guerre » et qui était convaincue que l'on ne serait pas arrivé jusqu'à l'affrontement armé. Cela explique pourquoi les initiatives prises avant janvier aient été rares et, dans la plupart des cas, utilisées à des fins de politique intérieure plutôt que pour arrêter la future boucherie.

Au cours des premiers jours de janvier, il est possible d'enregistrer les premières manifestations étudiantes significatives, auxquelles les anarchistes ont participé au premier rang.

Le 10, à Milan, des ouvriers métallurgistes en opposition avec les syndicats officiels se sont prononcés pour la grève générale en cas de déclenchement des

hostilités avec l'Irak. Le 12, à Rome, s'est tenue une grande manifestation nationale de tous les mouvements pacifistes, non-violents, libertaires... contre la guerre, forte de 100 000 personnes (...). Le 15, pratiquement dans toute l'Italie, se sont tenues des grèves et des manifestations étudiantes. Les anarchistes étaient présents avec leurs banderoles à Milan, Rome, Livourne, Imperia, Reggio-Emilia... A Naples, à la fin de la manifestation, l'anarchiste Pascuale Ambrosino s'est déclaré objecteur total. A Trieste, Claudio Venza et d'autres antimilitaristes ont brûlé leurs papiers militaires. Le 16, à Milan, sur proposition de quelques conseils d'usines, il y a eu une grève de quatre heures qui a été proclamée. Après l'attaque aérienne contre Bagdad, les manifestations et les protestations se multiplient. Toujours à Milan, malgré l'opposition des directions nationales, la Bourse du travail a appelé à la grève générale. Cent mille personnes descendent dans la rue, tandis que plus de 50 établissements scolaires du secondaire sont occupés par les étudiants. Il s'agit d'un mouvement entièrement autonome (tout au moins à ces débuts) et qui trouve dans le mot d'ordre de désertion un terrain d'entente commun à tous.

Les anarchistes sont présents dès qu'ils le peuvent. Cette mobilisation se poursuit même au cours des jours suivants. A Imperia, Bologne, Turin, Ragusa, Palerme les anarchistes animent différentes initiatives

et à Jesi l'occupation de la mairie est décidée tandis qu'à Senigallia s'affrontent antimilitaristes et fascistes.

En attendant, à Verone et à Bari, les tribunaux militaires jugent les anarchistes Gianni Buganza et Pasquale Ambrosino pour objection totale, tandis que les premières poursuites pour appel à la désertion sont lancées à Senigallia et Arezzo.

Le 2 février, la télévision d'Etat italienne cherche à utiliser les déclarations d'un ex-adhérent de la FAI pour faire croire que les anarchistes se sont alignés sur les positions du gouvernement !

Ces provocations n'arrêtent pas les antimilitaristes. Des trains, qui transportent du matériel militaire sont bloqués. Et le 16 février une manifestation aura lieu à l'aéroport de Milan-Malpensa pour protester contre l'autorisation accordée au ravitaillement des B 52. Le 17, c'est l'aéroport militaire de Sant Damiano (Piacenza) qui est entouré par la foule des manifestants ; enfin, le 22, les anarchistes et les anarcho-sindicalistes participent à la grève générale dont ils sont parmi les promoteurs. Cette grève est minoritaire mais la mobilisation est significative ; plusieurs milliers de personnes manifesteront dans les principales villes d'Italie.

D'après Massimo Varenco (commission de correspondance de la FAI)

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

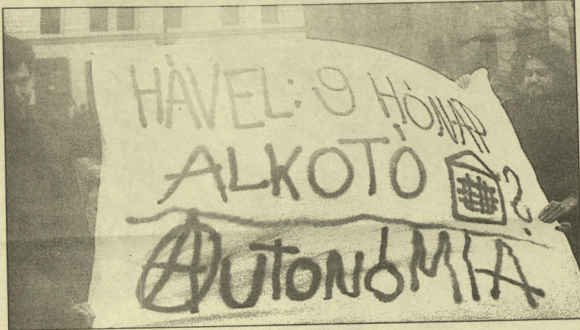
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devrient
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

TEMOIGNAGES

Du côté des délégations étrangères



Agnès, pour la délégation hongroise

Du groupe Autonomia créé en 1988, regroupant diverses affinités, se sont constitués depuis 4 groupes anarchistes en 1990 :

- un groupe s'intéressant à l'écologie et à une communauté anarchiste : Géo, visant à créer une communauté internationale. Projet d'acquiescer un terrain au point de ren-

contre des trois frontières hongroise, autrichienne, yougoslave ;

- un groupe intitulé Soleil regroupant des punks anarchistes, qui publient des fanzines, qui luttent contre les skinheads ;
- un groupe anarchiste de Budapest : groupe libertaire axant ses interventions sur l'écologie, l'antinucléaire, l'antimilitarisme, l'anticlérical. Projet d'un magazine quinzomadaire. Pratique de l'action directe ;

• un groupe non encore officiellement fondé : ce sont des anarcho-syndicalistes, actifs en juin 1990 par rapport à la loi sur l'autogestion (diffusion de tracts). Mais problème des préjugés à l'encontre des anarchistes chez les ouvriers ;

En réponse aux questions des délégations : La loi sur l'autogestion, c'est une loi faite par le gouvernement conservateur visant au partage du pouvoir de l'Etat avec les régions.

La faible participation aux élections (30 %) traduit la déception des gens face aux élections de mars 90. Les gens en ont marre de la politique. La vie s'est dégradée, ce qui préoccupe, c'est que va-t-on manger demain. Apathie et boycott, rejet des partis.

Claude, pour la Fédération libertaire des montagnes (Chaux de fond - Jura suisse)

La FLM est fédérée à l'Organisation socialiste libertaire depuis 1984. L'OSL a un organe de presse *Confrontation* paraissant tous les 3 mois à 1 000 exemplaires. Les militants participent à la Confédération romande du travail (CRT), seul syndicat

refusant la paix sociale, présent surtout dans le personnel soignant. Action pour l'amélioration des conditions de détention. A Saint-Imier, tentative d'autogestion d'un centre culturel. Mais les alternatives économiques sont faibles en Suisse. Présence dans "Suisse sans armée" (36 % des Suisses ont voté pour l'abolition de l'armée) : lancement d'une campagne de désobéissance civile. Lutte anti-autoritaire et pour la démocratie par le bas si bien que nous travaillons avec l'extrême gauche (dans les luttes).

A l'Usine, grand lieu alternatif des jeunes à Genève, s'est tenue une semaine d'activités. L'anarchisme commence à être connu.

Nous avons des relations internationales avec les libertaires d'Uruguay, nous leur avons envoyé une presse pour publier un périodique.

Joy, pour la délégation nord-américaine

Je ne suis pas mandaté par un groupe spécifique. Je suis investi dans une librairie anarchiste à San Francisco. Auparavant, j'étais investi dans un groupe anarchiste qui préparait des festivals.

Le mouvement anarchiste, aux USA et au Canada, travaille pour la coordination des anarchistes. Peu de groupes mais un regroupement par affinités. Les anarchistes, à travers ces groupes affinitaires, ont influencé les mouvements alternatifs. Activités : presse, notamment écologique, féminisme, antinucléaire, antimilitarisme, mouvements homosexuels, antiracisme.

Aux USA, il y a très peu de mouvements trotskystes ou marxistes. Les trotskystes se sont dissous et ont donné du matériel de presse aux anarchistes : ce fut l'occasion d'une petite polémique au sein du mouvement anarchiste américain. Cela permit de publier un périodique mensuel national. Deux autres journaux tirent de 3 000 à 6 000 exemplaires. Beaucoup de brochures anarcho-syndicalistes, musique alternative, fanzine, situationnistes. L'anarchisme est très divers, très hétéroclite.

Pour coordonner toutes ces tendances et donner une identité anarchiste, se tiennent des conférences annuelles aux USA et au Canada depuis 5 ans. En juillet dernier, la conférence a réuni 3 000 personnes durant 7 jours. La prochaine, ce sera à Mexico en juillet prochain.

INTERVENTION DE LA DELEGATION POLONAISE

Evolution récente du mouvement anarchiste

Le mouvement anarchiste en Pologne est ancien, mais a toujours été très faible pour diverses raisons. Les premiers groupes sont apparus à la suite de la révolution de 1905 en Russie, dans la zone occupée par les tsaristes. Ces groupes étaient souvent constitués au sein de la communauté yiddish. A cette époque, la répression était terrible. En 1911, par exemple, tous les membres du groupe international ont été fusillés pour conspiration.

Après la guerre et l'indépendance du pays, le mouvement ne s'est développé que lentement. Des groupes de diverses tendances sont apparus, notamment syndicalistes ou coopérativistes (Abramowski), malgré la répression d'une démocratie de plus en plus autoritaire. Le syndicat ZZZ a subi une forte influence anarcho-syndicaliste, et l'on estime que le ZZZ aurait pu rejoindre l'Association internationale des travailleurs (AIT) si la guerre n'avait pas éclaté. Pendant la guerre, des groupes anarchistes et syndicalistes ont lutté par les armes contre les nazis.

La répression stalinienne a eu raison de ceux qui ont échappé aux nazis. On parle d'un groupe anarchiste yiddish à Varsovie vers 1949, mais aucun document ne permet de l'établir.

Aujourd'hui, le mouvement anarchiste en Pologne ne connaît pas son passé. Nous manquons de documents, nous ne connaissons aucun compagnon plus âgé. Pendant toute la période communiste, jusqu'aux années quatre-vingts, il ne semble pas qu'il y ait eu de groupes anarchistes spécifiques à notre connaissance. Mais les actes et les pensées sont plus importants que les étiquettes formelles. De fortes tendances libertaires ont toujours été présentes dans la lutte contre le régime en Pologne. L'exemple le plus significatif a été sans doute la base de Solidarnosc en 1980-1981, dont le programme adopté en 1981 était très proche de l'anarcho-syndicalisme.

Les premiers groupes anarchistes spécifiques de la période actuelle sont apparus pendant l'état de guerre. C'étaient des groupes de réflexion et de débats, notamment dans les universités, qui se proposaient de rechercher une alternative pour reprendre la lutte après l'échec de Solidarnosc à résister à la répression. Ainsi, le groupe Sigma de Varsovie. Mais ces groupes se limitaient à la discussion. Le premier groupe qui ait entrepris une activité pratique a été Ruch Społeczeństwa Alternatywnego (RSA) - en français, Mouvement pour la société alternative - apparu à Gdansk en 1983-1984. RSA a édité clandestinement le journal *Homek*, qui continue de paraître aujourd'hui. Le premier mai 1985, à Gdansk, le groupe a suscité un affrontement très radical avec la police. En 1986 s'est constitué le mouvement antimilitariste

« En 1989, certains groupes ont commencé à percevoir MA comme une organisation plutôt qu'une simple coordination, en signant leurs actions MA. Des groupes sont apparus en tant que MA. »

et écologiste Wolność i Pokój (WIP) - Liberté et paix. De nombreux groupes de ce mouvement ont eu ou ont une orientation libertaire, en veillant à empêcher toute tendance à la centralisation. Parallèlement, on a assisté au développement d'une « scène » alternative, notamment culturelle, qui a construit des réseaux très importants et conviviaux.

RSA, WIP, la scène contre-culturelle : voilà, pour simplifier, les origines des militants qui ont fondé Miedzyniastowka Anarchistyczna (MA) - l'Intervilles anarchiste - en août 1989. MA a été conçu comme un réseau d'échanges

mais le but de coordonner, informer, intégrer, initier, un mouvement très dispersé. Cette structure a permis de multiplier rapidement le nombre des contacts. En 1989, certains groupes ont commencé à percevoir MA comme

plus que dans la théorie que nous voulons expérimenter des formes d'organisations originales.

Le nombre et la force du mouvement sont très variables selon les circonstances. Après la période d'enthousias-



une organisation plutôt qu'une simple coordination, en signant leurs actions MA. Des groupes sont apparus en tant que MA.

En juin 1989, nous avons décidé de concrétiser formellement cette évolution de fait en créant la Federacja Anarchistyczna (FA) - Fédération anarchiste. Aujourd'hui, c'est l'organisation la plus importante en Pologne (mais pas la seule... heureusement !). Au cours de ces deux années et demi, le mouvement organisé a développé et continué de mettre en place progressivement des structures pour répondre aux besoins qui apparaissent : gestion financière, contacts internationaux, coordination des journaux, actions communes, circulation de l'information, etc. Rien n'est fixe, tout évolue et change souvent : c'est dans la pratique

me due à la croissance spectaculaire de MA à ses débuts, la charnière 1989-1990 a été très difficile : à cause du désarroi provoqué par le changement de régime, de nombreux groupes ont traversé une crise profonde. Aujourd'hui, depuis le congrès de juin à Tychy, la situation est meilleure : 35 groupes, individus ou rédactions étaient présents.

La FA s'investit dans des terrains assez divers, selon les spécificités de ses groupes : antimilitarisme, écologie, anticléricalisme, contre-culture... Les contacts avec le monde du travail sont très difficiles et limités. Citons quelques actions : manifestations anticléricales (contre la loi interdisant l'avortement et contre la religion obligatoire dans les écoles), le 16 septembre à Krakow (avec occupation de

l'évêché par 500 personnes), Varsovie, Katowice et Gdansk ; fin juin et fin août, occupation du chantier du barrage de Czorsztyn dans le sud est du pays.

Nous menons actuellement deux projets importants : l'imprimerie fédérale et la radio. Grâce à ces machines offertes par des camarades allemands et grâce à un important soutien finan-

« La FA s'investit dans des terrains assez divers, selon les spécificités de ses groupes : antimilitarisme, écologie, anticléricalisme, contre-culture... Les contacts avec le monde du travail sont limités. »

cier de nombreux groupes du monde (dont les FA française et italienne) nous avons monté une imprimerie à Krakow qui est sur le point de démarrer. Elle fonctionnera comme une entreprise alternative économique, viable économiquement. La partie de la production « commerciale » devra financer au maximum la presse anarchiste ou autre qui nous est sympathique. Nous partirons à deux fin novembre suivre un stage d'imprimerie à Carrare à l'imprimerie de *Umanita Nova* (NDLR : l'organe de la Fédération anarchiste italienne).

La radio doit devenir un média important du mouvement anarchiste en Pologne, de même que la quinzaine de journaux et bulletins que publient les groupes. Nous avons actuellement deux émetteurs, à Krakow et Gdansk. Il nous manque, cependant, beaucoup de matériel annexe, et l'expérience de la radio. Nous sommes ouverts aux contacts avec toutes les radios prêtes à travailler avec nous.

Federacja Anarchistyczna

ADRESSES

ALLEMAGNE
 - A-Laden, Rathenower Strasse 22, 1000 Berlin 21.
 - IAFD c/o Der Laden, 157 Drei Königensasse, 4150 Krefeld 1.
 - « Grazwurzelrevolution », Schiller Strasse 28, 6900 Heidelberg.
 - El Locco, Kreuzberg Strasse 43, 1000 Berlin 61

BELGIQUE
 - « Alternative libertaire », 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles.
 - Guernica, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles.

ESPAGNE
 - ANA, Apdo 1964, 08080 Barcelone.
 - Asociacion Isaac Puente, Apdo 1687, 01080 Vitoria.
 - Radio-Libertaria, Apdo 1560, 46080 Valencia.
 - Sabotaje, Apdo 17140, 28080 Madrid.
 - Tas-Tas, Apdo 1673, 01 080 Vitoria.
 - « Tierra y Libertad », Apdo 479, 08080 Barcelone.
 - UPA, Apdo 52104, 28080 Madrid.

GRANDE-BRETAGNE
 - « Black Flag », BM Hurricane WCIN 3XX London.
 - Class War, PO box 39, SWPDO Manchester M15 5HN.
 - Green Anarchist, 19 Magdalen Road, QX41 RP Oxford.

GRECE
 - Anarchist Black Cross, 8 Aristidou Street, 10 559 Athènes.
 - Ektos Nomou, PO box 11251, 54 110 Thessalonique.
 - Sispiprosi Anarchicon, PO box 30658, 10 033 Athènes.

ITALIE
 - Federazione anarchica, Viale Monza 255, 20126 Milan. Tel. : 02 2551994.
 - « Umanita Nova », Via Ernesto-Rossi 80, 57100 Livourne.

AFRIQUE, AMERIQUE LATINE, ASIE, OCEANIE, PAYS DE L'EST...
 Contactez les Relations internationales de la Fédération anarchiste (145, rue Amelot, 75011 Paris).

FRANCE (sélection d'adresses)
 Union régionale Centre-Ouest :
 - groupe Milly-Witkop, Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44000 Nantes.

Union régionale parisienne :
 - groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris

Union régionale Rhône-Alpes :
 - librairie La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon.

Union régionale Sud-Est
 - CES, BP 15, 07170 Villeuveuve-de-Berg

Union régionale Sud-Ouest :
 - groupe Albert-Camus, 39, rue Peyrolières, 31000 Toulouse.

Union régionale Méditerranée :
 - CECL, BP 54, 501 La Seyne-sur-Mer cedex.

Union régionale Haute-Normandie :
 - CES, 64, rue Beauvoisine, 76000 Rouen

Région de Bourgogne :
 - La Mistouffe, 61, rue Jeanin, 21000 Dijon.

Région de Bretagne :
 - groupe FA de Rennes, MJC La Paillette, 9, rue La Paillette, 35000 Rennes.

Région du Nord-Pas-de-Calais :
 - groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

L'Europe 92-93

EN 1985, les chefs d'Etats et de gouvernements de la Communauté (CEE), décident de donner une impulsion décisive à la construction européenne. Il s'agit pour eux de lever les obstacles à la libre circulation des personnes des services et des capitaux pour le 31 décembre 1992.

Construction économique : une réalité

Depuis une dizaine d'années, de nombreux textes et circulaires ont abouti à la signature de l'Acte Unique Européen (AUE) qui instaure le grand marché de plus de 300 millions de personnes. Ce grand marché, selon les dires des « Eurocrates » de Bruxelles ne manquera pas d'entraîner une relance économique qui se traduira par une nouvelle croissance, la création d'emplois et la diminution du chômage.

Outre le fait que la division du travail au sein de la CEE et son corollaire, la restructuration ont déjà fait plus de 40 millions de chômeurs (des secteurs entiers de la Sidérurgie, de la métallurgie ont été démembrés), un rapport de la commission des communautés européennes laisse planer des doutes sur cet optimisme.

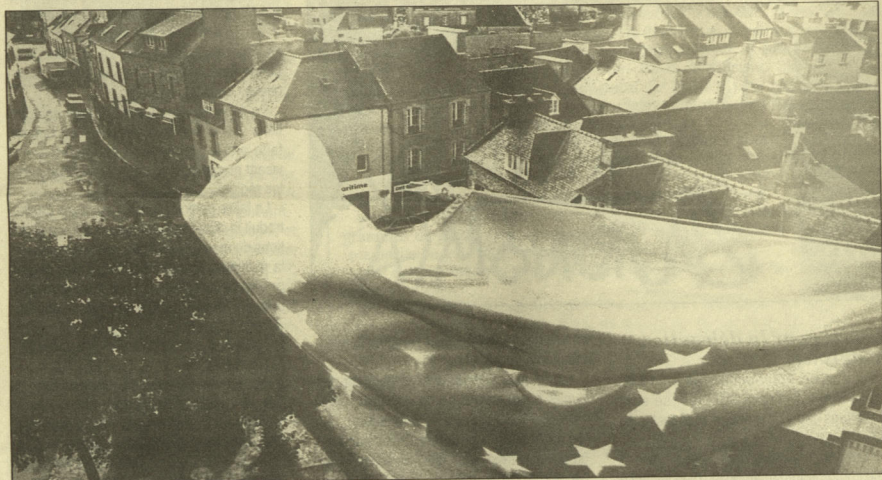
« Le retour de la croissance économique et le lent déclin du chômage devraient être générateur de nouveaux emplois, encore que cette dynamique ne touchera pas automatiquement toutes les régions des douze et notamment les plus déshéritées. La plupart des emplois créés grâce à l'amélioration récente de la situation de l'économie communautaire sont des emplois à temps partiel ou temporaires, dans le secteur des services majoritairement occupés par des femmes. S'il est vrai que cela a contribué à faciliter l'accès des femmes au marché du travail, la qualité de nombre de ces emplois a été mis en doute non seulement à cause des faibles rémunérations constatées mais aussi parce que cela n'a guère contribué à réduire le chômage puisque ces emplois sont pour la plupart inaccessibles aux chômeurs ».

Dans les faits, l'Europe signifiera de nouvelles concentrations industrielles et financières, de nouveaux dégraissages. Pour le patronat européen (UNICE), il faut que la déréglementation soit maximisée afin de se lancer sereinement dans la dure compétition internationale. L'Europe a pour ambition de devenir la première puissance économique mondiale face aux Etats-Unis et au Japon.

Construction sociale : un leurre

Au regard de tous les efforts pour construire l'Europe du capital, la politique sociale communautaire apparaît timorée voire inexistant (certains suppriment des avantages sociaux parce que ceux-ci n'existent pas dans les autres pays de la CEE).

L'adoption, les 8 et 10 décembre 1989, par tous les chefs d'Etats et de gouvernements de la CEE (sauf le Royaume-Uni), de la charte sociale ne doit pas nous leurrer. Cette charte relève plus du souhait que de l'obligation, pour les Etats, de la respecter. Elle ne représente qu'une mesure d'accompagnement afin de mieux faire passer l'ensemble des bouleversements économiques et financiers occasionnés par l'acte unique. La construction de l'Europe de 1993 engendrera et/ou accentuera l'exclusion de toute une partie de la population inca-



nable de s'adapter à toutes ces mutations économiques. La CEE compte actuellement plus de 44 millions de personnes qui vivent avec un revenu inférieur à la moitié du revenu moyen dans leur pays respectif. Ce n'est certes pas avec l'harmonisation par le bas des mesures d'urgence (RMI, MINIMEX, etc...) que s'enrayera le phénomène d'exclusion sociale et l'on sait, par ailleurs, que l'extrême droite se renforce sur ce terrain que constitue la crise économique et le chômage.

L'Europe des polices

Si l'abolition des frontières ne pose aucun problème pour ce qui est des capitaux et des marchandises, il en va autrement de la libre circulation des personnes, car l'Europe qui se profile à l'horizon de 93 est celle du contrôle, du fichage et de la répression du citoyen. Les accords de Schengen, ou « les Etats signataires s'engagent à prendre des mesures visant à l'harmonisation des dispositions concernant l'admission sur le territoire... et à supprimer les frontières internes aux territoires, ce qui suppose une coordination, à défaut d'une harmonisation, des politiques migratoires pour faire obstacle à l'immigration illégale de ressortissants d'Etats non membres de la CEE », sont les premières pierres de la construction d'un nouveau mur de la honte qui protégerait l'Europe et par la même l'occident des hordes venues du tiers-monde. Ces accords sont aussi un danger pour la législation actuelle concernant le droit d'asile, le fichage informatique et ne fait que renforcer l'arbitraire policier dans ces domaines. Que deviendrait dans ce contexte les réfugiés politiques qu'ils soient corses, basques, irlandais, italiens... ?

Les anarchistes et l'Europe

Les politiques générales et économiques risquent encore d'être bouleversées en Europe d'ici 1993. Le fait qu'un marché financier énorme s'ouvre à l'Est, que des industriels s'installent, que des capitaux gigantesques soient investis dans cette partie du monde, seraient le signe d'un choix politique international. Cette politique internationale viserait et à opposer à diviser encore plus le monde en deux :

- un hémisphère Nord dominant, sur le plan économique et sur la scène politique internationale ;

- un hémisphère Sud, écrasé, surendetté, un pantin aux mains du FMI.

Le concept de développement est considéré comme une question de biens (marchandises) à obtenir à travers l'accumulation des capitaux, la construction d'infrastructures, l'utilisation du management et la formation de pouvoirs institutionnels politiquement partie prenante de la politique des super-puissances.

Pour nous, le bien-être d'un peuple ne peut se mesurer à la propriété mais à la possibilité d'utiliser ses propres moyens de vie. Parce que, comme écrivait Héraclite il y a 2500 ans : « *Quand manque la santé, la culture ne peut apparaître, la culture ne peut se manifester, la force ne peut s'affirmer, la richesse devient inutile et l'intelligence ne peut fructifier* ».

Mais si les biens et les progrès peuvent dans certains cas favoriser le développement, ils ne constituent pas le développement par eux-mêmes. Pour nous, le progrès est un processus de liberté collective qui se manifeste à travers l'imagination individuelle et sociale. C'est ainsi que les peuples africains peuvent réaliser un développement original avec des caractéristiques propres, complètement différentes de celui des peuples d'Amérique du sud ou encore du continent asiatique, puisque l'affirmation de leur propre autonomie dépend uniquement de leurs propres traditions historiques qui ont déterminé leurs personnalités et vont déterminer leur devenir.

Les anarchistes ne peuvent rester indifférents face à ce partage du monde. Il devient urgent de réaffirmer notre soutien aux luttes du tiers-monde (économiques, écologiques, politiques, culturelles...), et notre combat contre le modèle dominant, l'ultra-libéralisme qui après l'effondrement du bloc soviétique apparaît comme le grand vainqueur de l'histoire. A cette « Europe de l'exclusion », nous opposons une Europe ouverte et solidaire. La faillite du marxisme, les perspectives peu réjouissantes du libéralisme, nous ont donné raison et doivent nous inciter à repenser notre projet anarchiste, révolutionnaire, autogestionnaire et fédéraliste et à chercher les moyens de pouvoir le diffuser durablement au sein de la population. Loin de nous recroqueviller sur nous-mêmes, nous

devons nous ouvrir (ouverture fondée sur des pratiques et des réalisations en gardant notre spécificité) à d'autres mouvements (écologie, logements, etc.).

La Commission du Congrès.

**NON AU
 CONSENSUS
 POLITIQUE
 ET SOCIAL...
 SEULE LA
 LUTTE PAIE !**

Fédération anarchiste

SOMMAIRE

PAGE I : Présentation, Le pacte associatif de l'IFA.
 PAGE II : Position des anarchistes sur le mouvement ouvrier, Les anarchistes contre la guerre (extraits), Extraits du communiqué anti-guerre de l'Internationale des fédérations anarchistes, Italie : activités anarchistes contre la guerre.
 PAGE III : Du côté des délégations étrangères (Hongrie, Suisse, Etats-Unis), Intervention de la délégation polonaise : évolution récente du mouvement anarchiste.
 PAGE IV : Europe 92-93, Adresses européennes et sélection d'adresses en France.